

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2007 — 1526

[2007/200847]

16 MARS 2007. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail n° 88 du 30 janvier 2007, conclue au sein du Conseil national du Travail, concernant l'implication des travailleurs dans la société coopérative européenne (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le règlement (CE) n° 1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SCE) et plus particulièrement son article 22, § 1. k.

Vu la Directive du Conseil de l'Union européenne 2003/72/CE du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs;

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment les articles 18 et 28;

Vu la demande du Conseil national du Travail;
Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail n° 88, reprise en annexe, conclue le 30 janvier 2007 au sein du Conseil national du Travail, concernant l'implication des travailleurs dans la société coopérative européenne.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 mars 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Annexe

Conseil national du Travail

Convention collective de travail n° 88 du 30 janvier 2007, conclue au sein du Conseil national du Travail, concernant l'implication des travailleurs dans la société coopérative européenne. Enregistrée le 13/02/2007 sous le n° 81951/CO/300.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;

Vu le règlement (CE) n° 1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SCE) et plus particulièrement son article 22, § 1^{er}, k.

Vu la Directive du Conseil de l'Union européenne 2003/72/CE du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs;

Considérant qu'il y a lieu de garantir l'implication des travailleurs dans les sociétés coopératives européennes;

Considérant que cette implication doit être assurée par l'institution et le fonctionnement d'un organe de représentation des travailleurs ou par l'institution d'une ou plusieurs procédures d'information et de consultation.

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- "De Boerenbond"

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2007 — 1526

[2007/200847]

16 MAART 2007. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 88 van 30 januari 2007, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, betreffende de rol van de werknemers in de Europese coöperatieve vennootschap (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op verordening (EG) nr. 1435/2003 van de Raad van 22 juli 2003 betreffende het statuut voor een Europese coöperatieve vennootschap (SCE), meer bepaald artikel 22, lid 1, k;

Gelet op Richtlijn 2003/72/EG van de Raad van de Europese Unie van 22 juli 2003 tot aanvulling van het statuut van een Europese coöperatieve vennootschap met betrekking tot de rol van de werknemers;

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op de artikelen 18 en 28;

Gelet op het verzoek van de Nationale Arbeidsraad;

Op de voordracht van Onze Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage opgenomen collectieve arbeidsovereenkomst nr. 88 gesloten op 30 januari 2007 in de Nationale Arbeidsraad, betreffende de rol van de werknemers in de Europese coöperatieve vennootschap.

Art. 2. Onze Minister van Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 maart 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Bijlage

Nationale Arbeidsraad

Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 88 van 30 januari 2007, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, betreffende de rol van de werknemers in de Europese coöperatieve vennootschap. Geregistreerd op 13/02/2007 onder het nr. 81951/CO/300.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op verordening (EG) nr. 1435/2003 van de Raad van 22 juli 2003 betreffende het statuut voor een Europese coöperatieve vennootschap (SCE), meer bepaald artikel 22, lid 1, k;

Gelet op Richtlijn 2003/72/EG van de Raad van de Europese Unie van 22 juli 2003 tot aanvulling van het statuut van een Europese coöperatieve vennootschap met betrekking tot de rol van de werknemers;

Overwegende dat de werknemers een rol moeten kunnen spelen in de Europese coöperatieve vennootschappen;

Overwegende dat die rol moet worden gewaarborgd door de instelling en werking van een vertegenwoordigingsorgaan voor de werknemers of door de instelling van een of meer informatie- en raadplegingsprocedures;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en werknemers :

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Boerenbond

- la Fédération wallonne de l'Agriculture
 - la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
 - la Fédération générale du Travail de Belgique
 - la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 30 janvier 2007, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

CHAPITRE I^{er}. — *Objet et champ d'application*

Article 1^{er}. La présente convention a pour objet de donner exécution à la Directive 2003/72/CE du Conseil de l'Union européenne du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs.

Elle vise à déterminer les procédures à suivre et les modalités d'implication des travailleurs dans une société coopérative européenne.

Art. 2. Des modalités relatives à l'implication des travailleurs doivent être arrêtées, selon la procédure prévue par la présente convention, dans les sociétés coopératives européennes qui satisfont aux conditions fixées aux chapitres V et VI de la présente convention.

Les modalités relatives à l'implication des travailleurs doivent couvrir l'ensemble de la société coopérative européenne. Ceci est limité aux entreprises et établissements situés dans les Etats membres, à moins que l'accord visé au chapitre VI prévoient de couvrir d'autres Etats que les Etats membres.

Commentaire L'accord visé au second alinéa de l'article 2 ne sortit ses effets que dans la mesure où le droit belge est déclaré applicable à la société coopérative européenne en vertu du Règlement (CE) n° 1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SCE).

CHAPITRE II. — *Définitions*

Art. 3. Aux fins de la présente convention, on entend, conformément à la directive précitée, par :

§ 1^{er}. "société coopérative européenne ou SCE" : une société constituée conformément au Règlement (CE) n° 1435/2003 du Conseil européen du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SCE).

§ 2. "entités juridiques participantes" : les sociétés au sens de l'article 48, deuxième alinéa, du traité instituant la Communauté européenne y compris les coopératives, ainsi que les entités juridiques constituées selon la législation d'un Etat membre et relevant de cette législation, participant directement à la constitution d'une SCE.

Est considérée comme participant directement à la constitution d'une SCE, la coopérative dont les membres deviendront membres et détiendront des parts de la SCE suite à la constitution de celle-ci ou l'entité qui détiendra elle-même des parts de la SCE.

§ 3. "filiale" : on entend par filiale d'une entité juridique participante ou d'une SCE, une entreprise sur laquelle ladite entité juridique ou SCE exerce une influence dominante, par exemple du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent.

L'exercice d'une influence dominante est présumé établi jusqu'à preuve du contraire, lorsqu'une entreprise, directement ou indirectement :

a) peut nommer plus de la moitié des membres du conseil d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise;

ou

b) dispose de la majorité des voix attachées aux parts émises par l'entreprise

ou

c) détient la majorité des parts du capital souscrit de l'entreprise.

Lorsque plusieurs entreprises d'un groupe satisfont à l'une des conditions mentionnées au deuxième alinéa, l'entreprise qui satisfait à la condition figurant au point a) est présumée exercer l'influence dominante. Si aucune entreprise ne satisfait à la condition figurant au point a), l'entreprise qui satisfait à la condition figurant au point b) est présumée exercer l'influence dominante.

- la Fédération wallonne de l'Agriculture
 - het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
 - het Algemeen Belgisch Vakverbond
 - de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 30 januari 2007 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

HOOFDSTUK I. — *Onderwerp en Toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze overeenkomst geeft uitvoering aan Richtlijn 2003/72/EG van de Raad van de Europese Unie van 22 juli 2003 tot aanvulling van het statuut van een Europese coöperatieve vennootschap met betrekking tot de rol van de werknemers.

Zij heeft tot doel de te volgen procedures en de regelingen met betrekking tot de rol van de werknemers in een Europese coöperatieve vennootschap vast te stellen.

Art. 2. Er moeten regelingen worden vastgesteld met betrekking tot de rol van de werknemers, volgens de in deze overeenkomst bepaalde procedure, in de Europese coöperatieve vennootschappen die voldoen aan de voorwaarden bepaald in de hoofdstukken V en VI van deze overeenkomst.

De regelingen met betrekking tot de rol van de werknemers moeten de gehele Europese coöperatieve vennootschap bestrijken. Dit is beperkt tot de ondernemingen en vestigingen in de lidstaten, tenzij de overeenkomst bedoeld in hoofdstuk VI, bepaalt dat andere staten dan de lidstaten worden bestreken.

Commentaar De overeenkomst bedoeld in de tweede alinea van artikel 2, heeft maar uitwerking voorzover het Belgisch recht toepasselijk wordt verklaard op de Europese coöperatieve vennootschap krachtens Verordening (EG) nr. 1435/2003 van de Raad van 22 juli 2003 betreffende het statuut voor een Europese coöperatieve vennootschap (SCE).

HOOFDSTUK II. — *Definities*

Art. 3. In deze overeenkomst wordt ingevolge de voornoemde richtlijn verstaan onder :

§ 1. "Europese coöperatieve vennootschap of SCE" : een vennootschap, opgericht overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1435/2003 van de Europese Raad van 22 juli 2003 betreffende het statuut voor een Europese coöperatieve vennootschap (SCE).

§ 2. "deelnemende juridische lichamen" : vennootschappen in de zin van artikel 48, tweede alinea, van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, met inbegrip van coöperaties, alsmede overeenkomstig het recht van een lidstaat opgerichte en daaronder ressorterende juridische lichamen die rechtstreeks deelnemen aan de oprichting van een SCE.

Als rechtstreeks deelnemend aan de oprichting van een SCE wordt beschouwd, de coöperatie wier leden, bij de oprichting van de SCE, leden van die SCE worden en aandelen ervan bezitten of het lichaam dat zelf aandelen van de SCE bezit.

§ 3. "dochteronderneming" van een deelnemend juridisch lichaam of van een SCE" : een onderneming waarop dat juridisch lichaam of die SCE een overheersende invloed uitoefent, bijvoorbeeld door eigendom, financiële deelneming of op haar van toepassing zijnde voorschriften.

Tot bewijs van het tegendeel, wordt het geacht vast te staan dat een overheersende invloed wordt uitgeoefend wanneer een onderneming, direct of indirect :

a) meer dan de helft van de leden van het bestuurs-, leidinggevend of toezichthoudend orgaan van de onderneming kan benoemen

of

b) beschikt over de meerderheid van de stemmen die verbonden zijn aan de door de onderneming uitgegeven aandelen

of

c) de meerderheid van het geplaatste kapitaal van de onderneming bezit.

Wanneer verschillende ondernemingen van een concern voldoen aan een van de voorwaarden vermeld in de tweede alinea, wordt de onderneming die voldoet aan de voorwaarde onder a), geacht een overheersende invloed uit te oefenen. Indien geen enkele onderneming voldoet aan de voorwaarde onder a), wordt de onderneming die voldoet aan de voorwaarde onder b), geacht een overheersende invloed uit te oefenen.

Pour l'application du deuxième alinéa, les droits de vote et de nomination que détient l'entreprise qui exerce le contrôle comprennent ceux de toute autre entreprise qu'elle contrôle et de toute personne ou de tout organisme agissant en son nom, mais pour le compte de l'entreprise qui exerce le contrôle ou de toute entreprise qu'elle contrôle.

Une influence dominante n'est pas présumée établie en raison du seul fait qu'une personne mandatée exerce ses fonctions, en vertu de la législation d'un Etat membre relative à la liquidation, à la faillite, à l'insolvabilité, à la cession de paiements, au concordat ou à une procédure analogue.

Nonobstant les alinéas 1^{er} et 2, une entreprise n'est pas une "entreprise qui exerce le contrôle" d'une autre entreprise dont elle détient les participations lorsqu'il s'agit d'une société visée à l'article 3, paragraphe 5, point a) ou c) du Règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil européen du 21 décembre 1989, relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises.

§ 4. "filiale ou établissement concerné": une filiale ou un établissement d'une entité juridique participante, qui devient une filiale ou un établissement de la SCE lors de sa constitution, et qui est situé dans un Etat membre.

Doivent être considérés comme filiale ou établissement concerné, pour autant que puisse être établie l'influence dominante définie au § 3 du présent article :

- les filiales directes des entités juridiques participantes relevant ou non du même droit national;

- les établissements directs des entités juridiques participantes, situés ou non dans le même Etat membre;

- les filiales indirectes des entités juridiques participantes, c'est-à-dire les filiales de filiales directes d'entités juridiques participantes et les filiales de filiales indirectes;

- les établissements indirects des entités juridiques participantes, c'est-à-dire les établissements des filiales indirectes de ces sociétés.

§ 5. "organe de représentation": l'organe transnational représentant les travailleurs, institué par l'accord visé à l'article 22 ou conformément aux dispositions des dispositions de référence contenues dans le Chapitre IX, afin de mettre en œuvre l'information et la consultation des travailleurs d'une SCE et de ses filiales ou établissements situés dans un Etat membre et, le cas échéant, d'exercer les droits de participation liés à la SCE.

§ 6. "groupe spécial de négociation": le groupe constitué conformément à l'article 7 afin de négocier avec l'organe compétent des entités juridiques participantes la fixation des modalités relatives à l'implication des travailleurs au sein de la SCE.

§ 7. "implication des travailleurs": l'information, la consultation et la participation.

Aux fins de la présente convention, on entend par :

1° "information": le fait que l'organe représentant les travailleurs et/ou les représentants des travailleurs est informé, par l'organe compétent de la SCE, sur les questions qui concernent la SCE elle-même et toute filiale ou tout établissement situé dans un autre Etat membre ou sur les questions qui excèdent les pouvoirs des instances de décision d'un Etat membre, cette information se faisant à un moment, d'une façon et avec un contenu qui permettent aux représentants des travailleurs d'évaluer en profondeur l'incidence éventuelle et, le cas échéant, de préparer des consultations avec l'organe compétent de la SCE.

2° "consultation": l'instauration d'un dialogue et l'échange de vues entre l'organe représentant les travailleurs et/ou les représentants des travailleurs et l'organe compétent de la SCE, à un moment, d'une façon et avec un contenu qui permettent aux représentants des travailleurs, sur la base des informations fournies, d'exprimer un avis sur les mesures envisagées par l'organe compétent, qui pourra être pris en considération dans le cadre du processus décisionnel au sein de la SCE.

Voor de toepassing van de tweede alinea worden onder de rechten van de zeggenschap uitoefenende onderneming ten aanzien van stemrecht en benoeming ook de rechten verstaan van alle ondernemingen waarover zij zeggenschap uitoefent, en die van alle personen of organen die handelen onder eigen naam, doch voor rekening van de zeggenschap uitoefenende onderneming of van enige andere onderneming waarover zeggenschap wordt uitgeoefend.

Een overheersende invloed wordt niet geacht te bestaan louter op grond van het feit dat een gevolmachtigd persoon zijn taak vervult krachtens de wetgeving van een lidstaat inzake liquidatie, faillissement, insolventie, opschorting van betaling, gerechtelijk akkoord of een andere soortgelijke procedure.

In afwijking van de alinea's 1 en 2 is een maatschappij als bedoeld in artikel 3, lid 5, onder a) of c) van Verordening (EEG) nr. 4064/89 van de Europese Raad van 21 december 1989 betreffende de controle op concentraties van ondernemingen, geen "onderneming die zeggenschap uitoefent" over een andere onderneming waarin zij deelneming heeft.

§ 4. "betrokken dochteronderneming of vestiging": een dochteronderneming of vestiging van een deelnemend juridisch lichaam dat bij de oprichting van een SCE een dochteronderneming of vestiging van de SCE wordt en die in een lidstaat is gevestigd.

Als betrokken dochteronderneming of vestiging moeten worden beschouwd, voorzover de overheersende invloed bepaald in § 3 van dit artikel kan worden geacht vast te staan :

- de directe dochterondernemingen van de deelnemende juridische lichamen die al dan niet onder hetzelfde nationale recht vallen;

- de directe vestigingen van de deelnemende juridische lichamen, al dan niet in dezelfde lidstaat gevestigd;

- de indirecte dochterondernemingen van de deelnemende juridische lichamen, d.w.z. de dochterondernemingen van directe dochterondernemingen van deelnemende juridische lichamen en de dochterondernemingen van indirecte dochterondernemingen;

- de indirecte vestigingen van de deelnemende juridische lichamen, d.w.z. de vestigingen van de indirecte dochterondernemingen van die vennootschappen.

§ 5. "vertegenwoordigingsorgaan": het grensoverschrijdende orgaan dat de werknemers vertegenwoordigt, ingesteld bij de in artikel 22 bedoelde overeenkomst of overeenkomstig de referentievoorschriften opgenomen in Hoofdstuk IX, ten behoeve van de informatie en raadpleging van de werknemers van de SCE en haar dochterondernemingen of vestigingen in een lidstaat en, in voorkomend geval, de uitoefening van medezeggenschapsrechten in verband met de SCE.

§ 6. "bijzondere onderhandelingsgroep": de overeenkomstig artikel 7 ingestelde groep die tot doel heeft met het bevoegde orgaan van de deelnemende juridische lichamen te onderhandelen over de vaststelling van regelingen met betrekking tot de rol van de werknemers in de SCE.

§ 7. "rol van de werknemers": informatie, raadpleging en medezeggenschap.

In deze overeenkomst wordt verstaan onder :

1° "informatie": het verstrekken, door het bevoegde orgaan van de SCE, aan het orgaan dat de werknemers vertegenwoordigt en/of aan de werknemersvertegenwoordigers, van inlichtingen over aangelegenheden die betrekking hebben op de SCE zelf en op eender welke van haar dochterondernemingen of vestigingen in een andere lidstaat of over aangelegenheden die de bevoegdheid van de besluitvormingsorganen in één enkele lidstaat te buiten gaan, op een zodanig tijdstip, op een zodanige wijze en met een zodanige inhoud dat de werknemersvertegenwoordigers het mogelijke effect ervan grondig kunnen beoordelen en, in voorkomend geval, raadplegingen met het bevoegde orgaan van de SCE kunnen voorbereiden;

2° "raadpleging": de instelling van dialoog en de uitwisseling van standpunten tussen het orgaan dat de werknemers vertegenwoordigt en/of de werknemersvertegenwoordigers en het bevoegde orgaan van de SCE, op een zodanig tijdstip, op een zodanige wijze en met een zodanige inhoud dat de werknemersvertegenwoordigers, op basis van de verstrekte informatie, een mening over de door het bevoegde orgaan beoogde maatregelen kenbaar kunnen maken waarmee rekening kan worden gehouden in het besluitvormingsproces binnen de SCE;

3° "participation": l'influence qu'a l'organe représentant les travailleurs et/ou les représentants des travailleurs sur les affaires d'une entité juridique :

* en exerçant leur droit d'élire ou de désigner certains membres de l'organe de surveillance ou d'administration de l'entité juridique,

ou

* en exerçant leur droit de recommander la désignation d'une partie ou de l'ensemble des membres de l'organe de surveillance ou d'administration de l'entité juridique et/ou de s'y opposer.

§ 8. "travailleurs": les personnes qui en vertu d'un contrat de travail ou d'apprentissage, fournissent des prestations de travail.

§ 9. "Etats membres": les Etats membres de l'Union européenne et les autres Etats membres de l'Espace économique européen, visés par la directive.

Commentaire

a. Pour l'application du § 2, alinéa 3, du présent article, il y a lieu de rappeler que l'article 48 du traité instituant la Communauté européenne est libellé comme suit: "Par sociétés, on entend les sociétés de droit civil ou commercial, y compris les sociétés coopératives, et les autres personnes morales relevant du droit public ou privé, à l'exception des sociétés qui ne poursuivent pas de but lucratif".

b. Le § 3 du présent article couvre toutes les filiales ou tous les établissements qui répondent aux définitions de ces notions au sens de la législation de l'Etat membre dont la loi régit l'entreprise qui exerce le contrôle.

c. La définition du § 7, 1°, du présent article comporte une notion de transnationalité ("... sur les questions qui concernent la SCE elle-même et toute filiale ou tout établissement situé dans un autre Etat membre ou sur les questions qui excèdent les pouvoirs des instances de décision d'un Etat membre...").

La première partie de cette notion de transnationalité implique que l'information porte sur les questions qui concernent l'ensemble de la SCE ou au moins deux filiales ou établissements de la SCE situés dans des Etats membres différents.

La seconde partie de cette notion de transnationalité élargit le champ d'application de cette notion dans la mesure où sont considérées comme transnationales les questions qui concernent un seul Etat membre à partir du moment où la décision en question a été prise dans un autre Etat membre.

CHAPITRE III. — Détermination du nombre de travailleurs

Art. 4. Aux fins de la présente convention, les effectifs sont fixés d'après le nombre moyen de travailleurs occupés dans les entités juridiques participantes et leurs filiales ou établissements situés en Belgique, y compris les travailleurs à temps partiel, employés au cours des deux années précédant le jour de la mise en œuvre de la procédure visée à l'article 6.

Le nombre moyen de travailleurs occupés en Belgique se calcule conformément aux dispositions relatives aux modalités de calcul de ce nombre moyen, à l'exclusion des règles de pondération, fixées par la réglementation relative aux élections sociales adoptée en exécution de l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

CHAPITRE IV. — Absence de travailleurs lors de la création de la SCE et ouverture ultérieure de négociations

Art. 5. En cas d'absence de travailleurs lors de la création d'une SCE par fusion ou transformation ou impliquant plusieurs entités juridiques, des négociations devront être ouvertes selon la procédure prévue au chapitre VII de la présente convention lorsque la SCE occupe ultérieurement un ou plusieurs salariés.

3° "medezeggenschap": de invloed van het orgaan dat de werknemers vertegenwoordigt en/of van de werknemersvertegenwoordigers op de gang van zaken bij een juridisch lichaam via :

* het recht om een aantal leden van het toezichthoudend of het bestuursorgaan van het juridische lichaam te kiezen of te benoemen,

of

* het recht om met betrekking tot de benoeming van een aantal of alle leden van het toezichthoudend of het bestuursorgaan van het juridische lichaam aanbevelingen te doen of bezwaar te maken.

§ 8. "werknemers": de personen die arbeid verrichten krachtens een arbeidsovereenkomst of een leerovereenkomst.

§ 9. "lidstaten": de lidstaten van de Europese Unie en de andere lidstaten van de Europese Economische Ruimte, bedoeld in de richtlijn.

Commentaar

a. Voor de toepassing van § 2, derde alinea, van dit artikel dient in herinnering te worden gebracht dat artikel 48 van het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap als volgt luidt: "Onder vennootschappen worden verstaan maatschappen naar burgerlijk recht of handelsrecht, de coöperatieve verenigingen of vennootschappen daaronder begrepen, en de overige rechtspersonen naar publiek- of privaatrecht, met uitzondering van vennootschappen welke geen winst beogen".

b. Paragraaf 3 van dit artikel omvat alle dochterondernemingen of alle vestigingen die beantwoorden aan de definities van die begrippen in de zin van de wetgeving van de lidstaat, die op de zeggenschap uitoefenende onderneming van toepassing is.

c. De definitie van § 7, 1°, van dit artikel houdt een grensoverschrijdende dimensie in ("... over aangelegenheden die betrekking hebben op de SCE zelf en op eender welke van haar dochterondernemingen of vestigingen in een andere lidstaat of over aangelegenheden die de bevoegdheid van de besluitvormingsorganen in één enkele lidstaat te buiten gaan").

Het eerste deel van die grensoverschrijdende dimensie impliceert dat de informatie handelt over aangelegenheden die betrekking hebben op het geheel van de SCE of ten minste twee in verschillende lidstaten gelegen dochterondernemingen of vestigingen van de SCE.

Het tweede deel van die grensoverschrijdende dimensie verruimt het toepassingsgebied ervan aangezien de aangelegenheden die betrekking hebben op één enkele lidstaat, worden geacht een grensoverschrijdende dimensie te hebben zodra de desbetreffende beslissing werd genomen in een andere lidstaat.

HOOFDSTUK III. — Vaststelling van het aantal werknemers

Art. 4. In deze overeenkomst wordt bij de vaststelling van het aantal werknemers uitgegaan van het gemiddelde aantal werknemers tewerkgesteld in de in België gelegen deelnemende juridische lichamen en hun dochterondernemingen of vestigingen, met inbegrip van de deeltijdse werknemers, gedurende de twee jaar voorafgaand aan de dag waarop de in artikel 6 bedoelde procedure ten uitvoer wordt gelegd.

Het gemiddelde aantal in België tewerkgestelde werknemers wordt berekend overeenkomstig de bepalingen inzake de nadere regels voor de berekening van dit gemiddelde aantal, met uitzondering van de wegingsregels, zoals vastgesteld in de regelgeving betreffende de sociale verkiezingen, aangenomen ter uitvoering van artikel 14, § 1, eerste alinea van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.

HOOFDSTUK IV. — Het ontbreken van werknemers bij de oprichting van een SCE en latere opening van onderhandelingen

Art. 5. In geval van het ontbreken van werknemers bij de oprichting van een SCE door fusie of omzetting of door verschillende juridische lichamen, moeten onderhandelingen worden geopend volgens de in hoofdstuk VII van deze overeenkomst bepaalde procedure wanneer de SCE later een of meer loontrekkenden in dienst heeft.

CHAPITRE V. — *Procédure préalable et groupe spécial de négociation**Section I^{re} — Mise en œuvre de la procédure et délivrance d'informations préliminaires*

Art. 6. § 1^{er}. Lorsque les organes de direction ou d'administration des entités juridiques participantes établissent le projet de constitution d'une SCE, ils prennent, dès que possible les mesures nécessaires, y compris la communication d'informations, pour engager des négociations avec les représentants des travailleurs des entités juridiques participantes et des filiales ou établissements concernés sur les modalités relatives à l'implication des travailleurs dans la SCE.

§ 2. Aux fins de la présente disposition, sont considérées comme informations, celles portant sur les procédures suivant lesquelles les modalités relatives à l'implication des travailleurs sont fixées dans le projet de fusion telles que visées à l'article 22, § 1^{er}, point k) du Règlement 1435/2003 du Conseil européen du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne, ainsi que les indications des conséquences pour les travailleurs de la transformation en une SCE visées à l'article 35, § 3, du même règlement, ainsi que les informations concernant l'identité des entités juridiques participantes, de toutes leurs filiales ou établissements, ainsi que le nombre de travailleurs des entités juridiques participantes et de leurs filiales ou établissements.

Ces informations sont ventilées par entités juridiques participantes, filiales ou établissements de ces entités juridiques participantes. Les informations portent en outre sur le nombre de travailleurs des entités juridiques participantes concernés par un système de participation et sur leur proportion par rapport au total de travailleurs occupés par ces entités juridiques participantes.

§ 3. Ces informations sont transmises aux représentants des travailleurs de toutes les entités juridiques participantes et de toutes les filiales ou de tous les établissements concernés. A défaut de représentants des travailleurs des entités juridiques participantes ou des filiales ou établissements concernés, ces informations sont transmises aux travailleurs de ces entités juridiques participantes ou filiales ou établissements concernés.

Commentaire

a. Dans les cas de SCE constituées exclusivement par des personnes physiques ou par une seule entité juridique et des personnes physiques, employant ensemble au moins 50 travailleurs dans au moins deux États membres, les personnes physiques participant directement à la constitution d'une SCE sont considérées comme "entités juridiques participantes" aux fins du chapitre V de la présente convention collective de travail.

b. Les personnes physiques visées à l'alinéa précédent, ainsi qu'aux articles 26 et 27 de la présente convention, sont celles qui comme employeurs, occupent ou sont susceptibles d'occuper des travailleurs au sens de l'article 3, § 8 de la présente convention.

*Section II. — Groupe spécial de négociation**Sous-section I^{re}. — Création d'un groupe spécial de négociation*

Art. 7. Une fois la procédure mise en œuvre conformément à l'article 6, un groupe spécial de négociation représentant les travailleurs des entités juridiques participantes et des filiales ou établissements concernés est constitué.

Sous-section II. — Esprit de coopération

Art. 8. Les organes compétents des entités juridiques participantes et le groupe spécial de négociation négocient dans un esprit de coopération en vue de parvenir à un accord sur les modalités relatives à l'implication des travailleurs au sein de la SCE.

Sous-section III. — Composition du groupe spécial de négociation

Art. 9. § 1^{er}. Les membres du groupe spécial de négociation sont élus ou désignés selon les règles en vigueur dans les législations nationales applicables, en proportion du nombre de travailleurs occupés dans chaque Etat membre par les entités juridiques participantes et les filiales ou établissements concernés. Pour chaque Etat membre est attribué un mandat par tranche de travailleurs occupés dans cet Etat membre qui représente 10 % du nombre de travailleurs occupés dans l'ensemble des Etats membres, ou une fraction de ladite tranche.

HOOFDSTUK V. — *Voorafgaande procedure en bijzondere onderhandelingsgroep**Afdeling I. — Tenuitvoerlegging van de procedure en verstrekking van voorafgaande informatie*

Art. 6. § 1. Wanneer de leidinggevende of de bestuursorganen van de deelnemende juridische lichamen een voorstel tot oprichting van een SCE opstellen, doen zij zo spoedig mogelijk het nodige - waaronder het verstrekken van informatie - om met de vertegenwoordigers van de werknemers van de deelnemende juridische lichamen en de betrokken dochterondernemingen of vestigingen in onderhandeling te treden over regelingen inzake de rol van de werknemers in de SCE.

§ 2. Voor de toepassing van deze bepaling wordt onder informatie verstaan, informatie over de procedure volgens welke regelingen met betrekking tot de rol van de werknemers worden vastgesteld in het fusievoorstel, bedoeld in artikel 22, lid 1, k) van Verordening 1435/2003 van de Europese Raad van 22 juli 2003 betreffende het statuut voor een Europese coöperatieve vennootschap, informatie over de gevolgen voor de werknemers van de omzetting in een SCE, zoals bedoeld in artikel 35, lid 3 van dezelfde verordening, alsook informatie over de identiteit van de deelnemende juridische lichamen, al hun dochterondernemingen of vestigingen, en het aantal werknemers van de deelnemende juridische lichamen, hun dochterondernemingen of vestigingen.

Deze informatie wordt uitgesplitst naar deelnemende juridische lichamen, dochterondernemingen of vestigingen van die deelnemende juridische lichamen. De informatie heeft voorts betrekking op het aantal werknemers van de deelnemende juridische lichamen die een medezeggenschapssysteem hebben ingesteld en op hun verhouding in het totale aantal door die deelnemende juridische lichamen tewerkgestelde werknemers.

§ 3. Deze informatie wordt bezorgd aan de werknemersvertegenwoordigers van alle deelnemende juridische lichamen en alle betrokken dochterondernemingen of vestigingen. Bij ontstentenis van werknemersvertegenwoordigers van de deelnemende juridische lichamen en de betrokken dochterondernemingen of vestigingen, wordt deze informatie bezorgd aan de werknemers van die deelnemende juridische lichamen of betrokken dochterondernemingen of vestigingen.

Commentaar

a. In het geval van uitsluitend door natuurlijke personen of door slechts één juridisch lichaam en natuurlijke personen opgerichte SCE's, die in hun geheel ten minste 50 werknemers in dienst hebben in ten minste twee lidstaten, worden de natuurlijke personen die rechtstreeks deelnemen aan de oprichting van een SCE beschouwd als "deelnemende juridische lichamen" voor de toepassing van hoofdstuk V van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

b. De in de vorige alinea en in de artikelen 26 en 27 van deze overeenkomst bedoelde natuurlijke personen zijn die welke als werkgevers werknemers in de zin van artikel 3, § 8, van deze overeenkomst tewerkstellen of kunnen tewerkstellen.

*Afdeling II. — Bijzondere onderhandelingsgroep**Onderafdeling I. — Instelling van een bijzondere onderhandelingsgroep*

Art. 7. Zodra de procedure overeenkomstig artikel 6 ten uitvoer is gelegd, wordt er een bijzondere onderhandelingsgroep, die representatief is voor de werknemers van de deelnemende juridische lichamen en de betrokken dochterondernemingen of vestigingen, samengesteld.

Onderafdeling II. — Geest van samenwerking

Art. 8. De bevoegde organen van de deelnemende juridische lichamen en de bijzondere onderhandelingsgroep onderhandelen in een geest van samenwerking om tot een akkoord te komen over regelingen betreffende de rol van de werknemers in de SCE.

Onderafdeling III. — Samenstelling van de bijzondere onderhandelingsgroep

Art. 9. § 1. De leden van de bijzondere onderhandelingsgroep worden gekozen of aangewezen volgens de in het geldende nationale recht vastgestelde regels, in verhouding tot het aantal werknemers dat in de onderscheiden lidstaten in dienst is van de deelnemende juridische lichamen en de betrokken dochterondernemingen of vestigingen. Per lidstaat wordt een mandaat toegewezen voor elke 10 %, of een deel daarvan, van de werknemers die in de betrokken lidstaat in dienst zijn, berekend over het totale aantal werknemers dat in alle lidstaten tezamen in dienst is.

§ 2. En cas de constitution de la SCE par voie de fusion et qu'une ou plusieurs entités juridiques participantes cessent d'avoir une existence juridique propre après l'immatriculation de la SCE, les travailleurs de ces entités juridiques participantes sont représentés au sein du groupe spécial de négociation par un membre supplémentaire selon les règles et conditions suivantes :

1° ces travailleurs ne doivent pas disposer d'un représentant direct au groupe spécial de négociation en application des règles visées au § 1^{er} du présent article;

2° la composition du groupe spécial de négociation ne peut entraîner une double représentation de ces travailleurs;

3° l'attribution de mandats supplémentaires ne peut entraîner une augmentation de plus de 20 % du nombre de mandats attribués conformément aux règles visées au § 1^{er} du présent article.

Si, en application du présent paragraphe, le nombre d'entités juridiques participantes cessant d'avoir une existence juridique suite à l'opération de fusion est plus élevé que le nombre de mandats supplémentaires disponibles, les mandats supplémentaires sont attribués à des entités juridiques d'Etats membres différents, par ordre décroissant en fonction du nombre de travailleurs que ces entités juridiques participantes occupent.

Commentaire

a. Pour l'application du § 1^{er} du présent article, chaque Etat membre dans lequel des travailleurs sont occupés par une entité juridique participante et/ou une filiale ou établissement concerné, est représenté au groupe spécial de négociation

Par exemple, si dans un Etat membre, la proportion des travailleurs occupés par rapport au nombre total des travailleurs est inférieure à 10 %, un mandat sera accordé à cet Etat. De même, si cette proportion atteint 10 %, un mandat sera accordé à cet Etat. Si cette proportion dépasse 10 % sans excéder 20 %, deux mandats sont attribués. Une proportion supérieure à 20 % donne droit à trois mandats.

b. En ce qui concerne le § 2, 1°, du présent article, est un représentant direct au groupe spécial de négociation, le représentant provenant d'une entité juridique participante concernée par la fusion.

c. Quelques exemples pratiques sont repris en annexe.

Sous-section IV. — Désignation des membres-travailleurs occupés en Belgique et constitution d'une liste de réserve

Art. 10. § 1^{er}. Les dispositions du présent article visent la désignation des membres-travailleurs du groupe spécial de négociation institué en Belgique ou dans un autre Etat membre.

§ 2. Les méthodes utilisées pour la nomination, la désignation ou l'élection des représentants des travailleurs visent à promouvoir l'équilibre entre les hommes et les femmes.

§ 3. En principe, les membres-travailleurs du groupe spécial de négociation occupés en Belgique sont désignés par et parmi les représentants des travailleurs occupés en Belgique siégeant aux conseils d'entreprise des entités juridiques participantes et de leurs filiales ou établissements concernés. A défaut d'accord entre ces représentants, les membres-travailleurs du groupe spécial de négociation sont désignés par la majorité de ceux-ci.

A défaut de conseil d'entreprise, les membres-travailleurs du groupe spécial de négociation sont désignés par et parmi les représentants des travailleurs siégeant aux comités pour la prévention et la protection au travail. A défaut d'accord entre ces représentants, les membres-travailleurs du groupe spécial de négociation sont désignés par la majorité de ceux-ci.

A défaut de conseil d'entreprise et de comité pour la prévention et la protection au travail, chaque commission paritaire peut autoriser les délégations syndicales des entités juridiques participantes ou des filiales ou établissements concernés relevant de sa compétence sectorielle à désigner les membres-travailleurs du groupe spécial de négociation.

A défaut de conseil d'entreprise ou de comité pour la prévention et la protection au travail dans les entités juridiques participantes ou les filiales ou établissements concernés situés en Belgique, et à défaut d'autorisation de la commission paritaire, les travailleurs de l'entité juridique participante ou de la filiale ou de l'établissement concerné ont le droit d'élire ou de désigner les membres-travailleurs du groupe spécial de négociation.

§ 2. Indien een SCE door fusie wordt opgericht en een of meer deelnemende juridische lichamen ingevolge de inschrijving van de SCE ophouden als afzonderlijk juridisch lichaam te bestaan, worden de werknemers van die deelnemende juridische lichamen in de bijzondere onderhandelingsgroep vertegenwoordigd door een extra lid onder de volgende regels en voorwaarden :

1° deze werknemers mogen in de bijzondere onderhandelingsgroep niet over een directe vertegenwoordiger beschikken op grond van de regels bedoeld in § 1 van dit artikel;

2° de samenstelling van de bijzondere onderhandelingsgroep mag niet leiden tot een dubbele vertegenwoordiging van deze werknemers;

3° de toekenning van extra mandaten mag niet leiden tot een verhoging met meer dan 20 % van het aantal op grond van de regels, bedoeld in § 1 van dit artikel, toegekende mandaten.

Indien, op grond van deze paragraaf, het aantal deelnemende juridische lichamen dat, als gevolg van de fusieoperatie, ophoudt als afzonderlijk juridisch lichaam te bestaan, groter is dan het aantal beschikbare extra mandaten, worden deze extra mandaten aan de juridische lichamen in verschillende lidstaten toegekend in dalende volgorde van het aantal werknemers in die juridische lichamen.

Commentaar

a. Voor de toepassing van § 1 van dit artikel wordt elke lidstaat waarin werknemers in dienst zijn van een deelnemend juridisch lichaam en/of een betrokken dochteronderneming of vestiging, vertegenwoordigd in de bijzondere onderhandelingsgroep.

Bijvoorbeeld, indien in een lidstaat minder dan 10 % van de werknemers in dienst is, berekend over het totale aantal werknemers, zal aan die lidstaat een mandaat worden toegekend. Indien dit aantal 10 % bereikt, zal aan die lidstaat eveneens een mandaat worden toegekend. Er worden twee mandaten toegekend indien het aantal meer dan 10 % tot 20 % bedraagt. Een aantal van meer dan 20 % geeft recht op drie mandaten.

b. Wat § 2, 1°, van dit artikel betreft, wordt als een directe vertegenwoordiger in de bijzondere onderhandelingsgroep beschouwd, de vertegenwoordiger afkomstig van een bij de fusie betrokken deelnemend juridisch lichaam.

c. Als bijlage zijn een aantal praktische voorbeelden opgenomen.

Onderafdeling IV. — Aanwijzing van de in België tewerkgestelde leden-werknemers en samenstelling van een reservelijst

Art. 10. § 1. De bepalingen van dit artikel hebben betrekking op de aanwijzing van de leden-werknemers van de in België of in een andere lidstaat ingestelde bijzondere onderhandelingsgroep.

§ 2. In de wijze van benoeming, aanwijzing of verkiezing van werknemersvertegenwoordigers moet naar evenwicht tussen mannen en vrouwen worden gestreefd.

§ 3. De in België tewerkgestelde leden-werknemers van de bijzondere onderhandelingsgroep worden in principe aangewezen door en onder de in België tewerkgestelde werknemersvertegenwoordigers die zitting hebben in de ondernemingsraden van de deelnemende juridische lichamen en hun betrokken dochterondernemingen of vestigingen. Wanneer er geen akkoord is onder die vertegenwoordigers, worden de leden-werknemers van de bijzondere onderhandelingsgroep aangewezen door de meerderheid van die vertegenwoordigers.

Bij ontstentenis van ondernemingsraad worden de leden-werknemers van de bijzondere onderhandelingsgroep aangewezen door en onder de werknemersvertegenwoordigers die zitting hebben in de comités voor preventie en bescherming op het werk. Wanneer er geen akkoord is onder die vertegenwoordigers, worden de leden-werknemers van de bijzondere onderhandelingsgroep aangewezen door de meerderheid van die vertegenwoordigers.

Bij ontstentenis van ondernemingsraad en comité voor preventie en bescherming op het werk, kan elk paritair comité de vakbondsafvaardigingen van de deelnemende juridische lichamen en de betrokken dochterondernemingen of vestigingen die onder zijn sectorale bevoegdheid vallen, machtigen de leden-werknemers van de bijzondere onderhandelingsgroep aan te wijzen.

Bij ontstentenis van ondernemingsraad of comité voor preventie en bescherming op het werk in de in België gelegen deelnemende juridische lichamen en betrokken dochterondernemingen of vestigingen, en bij ontstentenis van machtiging van het paritair comité, hebben de werknemers van het deelnemende juridische lichaam en de betrokken dochteronderneming of vestiging het recht de leden-werknemers van de bijzondere onderhandelingsgroep te verkiezen of aan te wijzen.

§ 4. La délégation des membres-travailleurs peut comprendre un représentant des organisations représentatives des travailleurs, qu'il soit ou non occupé par une entité juridique participante ou une filiale ou un établissement concerné.

Art. 11. Si les conditions établies à l'article 9, § 2, de la présente convention sont réunies, le ou les membres-travailleurs supplémentaires sont désignés conformément à l'article 10 de la présente convention.

Art. 12. Afin d'assurer la continuité au sein du groupe spécial de négociation en cas de décès, d'incapacité de travail prolongée, de maternité, de départ de l'entité juridique participante ou de la filiale ou de l'établissement concerné, de démission du membre, ou de perte du mandat national qui constitue la base de la désignation ou de l'élection en tant que membre du groupe spécial de négociation, une liste de réserve est constituée.

Les personnes figurant dans cette liste de réserve sont désignées selon la même procédure que les membres du groupe spécial de négociation.

Cette liste est composée d'un remplaçant par Etat membre.

Sous-section V. — Réaménagement de la composition du groupe spécial de négociation

Art. 13. Lorsque les organes de direction ou d'administration des entités juridiques participantes modifient le projet de constitution de la SCE afin d'y inclure de nouvelles entités juridiques participantes ou filiales ou établissements concernés ou d'en exclure certaines ou certains visés par le projet de constitution initial, il y a lieu de procéder à une nouvelle information en application de l'article 6 de la présente convention et de constituer un nouveau groupe spécial de négociation, conformément aux articles 9 et suivants de la présente convention.

Sous-section VI. — Information sur les noms des membres du groupe spécial de négociation et réunions

Art. 14. Les organes compétents des entités juridiques participantes situés en Belgique sont informés des noms des membres du groupe spécial de négociation et des noms figurant dans la liste de réserve. Ils en informent les directions des filiales ou établissements concernés.

Une fois qu'ils ont été informés conformément à l'alinéa premier de la présente disposition, les organes compétents des entités juridiques participantes situés en Belgique convoquent une première réunion avec le groupe spécial de négociation.

Art. 15. Le groupe spécial de négociation a le droit d'organiser, moyennant accord des organes compétents des entités juridiques participantes situés en Belgique, des réunions préparatoires précédant les réunions avec ces organes compétents.

Sous-section VII. — Compétence du groupe spécial de négociation

Art. 16. § 1^{er}. Le groupe spécial de négociation a pour tâche de fixer, avec les organes compétents des entités juridiques participantes, par un accord écrit, les modalités relatives à l'implication des travailleurs au sein de la SCE.

§ 2. A cet effet, chaque organe compétent de chacune des entités juridiques participantes informe le groupe spécial de négociation du projet et du déroulement réel du processus de constitution de la SCE, jusqu'à l'immatriculation de celle-ci.

Commentaire

L'implication des travailleurs visée au § 1^{er} de la présente disposition recouvre les procédures d'implication des travailleurs dans l'entreprise ou le groupe d'entreprises dont la SCE est la société dominante.

Le § 2 de la présente disposition a pour objectif de permettre, par exemple, au groupe spécial de négociation de constater un éventuel besoin de recomposition à la suite des changements intervenus dans la configuration initialement envisagée de l'opération de constitution de la SCE.

§ 4. Onder de leden-werknemers kan zich een vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties bevinden, die al dan niet een werknemer is van een deelnemend juridisch lichaam of een betrokken dochteronderneming of vestiging.

Art. 11. Indien is voldaan aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 9, § 2, van deze overeenkomst, wordt het extra lid-werknemer of worden de extra leden-werknemers aangewezen overeenkomstig artikel 10 van deze overeenkomst.

Art. 12. Er wordt een reservelijst samengesteld om te zorgen voor continuïteit binnen de bijzondere onderhandelingsgroep in geval van overlijden, arbeidsongeschiktheid van langere duur, moederschap, vertrek uit het deelnemende juridische lichaam of de betrokken dochteronderneming of vestiging, ontslag van het lid of verlies van het nationaal mandaat op basis waarvan de aanwijzing of de verkiezing als lid van de bijzondere onderhandelingsgroep heeft plaatsgehad.

De personen op die reservelijst worden aangewezen volgens dezelfde procedure als de leden van de bijzondere onderhandelingsgroep.

Die lijst omvat een vervanger per lidstaat.

Onderafdeling V. — Aanpassing van de samenstelling van de bijzondere onderhandelingsgroep

Art. 13. Wanneer de leidinggevende of de bestuursorganen van de deelnemende juridische lichamen het voorstel tot oprichting van de SCE wijzigen teneinde nieuwe deelnemende juridische lichamen en betrokken dochterondernemingen of vestigingen aan die SCE toe te voegen of sommige in het aanvankelijke voorstel tot oprichting bedoelde deelnemende juridische lichamen en betrokken dochterondernemingen of vestigingen ervan uit te sluiten, dient op grond van artikel 6 van deze overeenkomst nieuwe informatie te worden verstrekt en dient overeenkomstig de artikelen 9 en volgende van deze overeenkomst een nieuwe bijzondere onderhandelingsgroep te worden opgericht.

Onderafdeling VI. — Informatie betreffende de namen van de leden van de bijzondere onderhandelingsgroep en vergaderingen

Art. 14. Aan de in België gelegen bevoegde organen van de deelnemende juridische lichamen worden de namen van de leden van de bijzondere onderhandelingsgroep alsook de namen die op de reservelijst voorkomen, doorgegeven. Die bevoegde organen geven die informatie door aan de leiding van de betrokken dochterondernemingen of vestigingen.

Zodra de in België gelegen bevoegde organen van de deelnemende juridische lichamen de voornoemde informatie overeenkomstig de eerste alinea van deze bepaling hebben ontvangen, beleggen zij een eerste vergadering met de bijzondere onderhandelingsgroep.

Art. 15. De bijzondere onderhandelingsgroep heeft het recht om, met instemming van de in België gelegen bevoegde organen van de deelnemende juridische lichamen, voorbereidende vergaderingen te beleggen voorafgaand aan de vergaderingen met die bevoegde organen.

Onderafdeling VII. — Bevoegdheid van de bijzondere onderhandelingsgroep

Art. 16. § 1. De bijzondere onderhandelingsgroep heeft tot taak samen met de bevoegde organen van de deelnemende juridische lichamen, in een schriftelijke overeenkomst regelingen met betrekking tot de rol van de werknemers in de SCE vast te stellen.

§ 2. Daartoe stellen alle bevoegde organen van alle deelnemende juridische lichamen de bijzondere onderhandelingsgroep in kennis van het oprichtingsvoorstel en van het verloop van de oprichting van de SCE, totdat de SCE wordt ingeschreven.

Commentaar

De rol van de werknemers, bedoeld in § 1 van deze bepaling, bestrijkt de procedures met betrekking tot de rol van de werknemers in de onderneming of in het concern waarvan de SCE het overheersende juridische lichaam is.

Paragraaf 2 van deze bepaling heeft tot doel de bijzondere onderhandelingsgroep bijvoorbeeld in staat te stellen een eventuele behoefte aan hersamenstelling te constateren als gevolg van veranderingen in de vorm die aanvankelijk voor de oprichting van de SCE in het vooruitzicht werd gesteld.

Sous-section VIII. — Fonctionnement

Art. 17. A sa demande, aux fins des négociations, le groupe spécial de négociation peut être assisté par des experts de son choix, notamment des représentants des organisations des travailleurs au niveau communautaire. Ces experts peuvent assister, à titre consultatif, aux réunions de négociation, à la demande du groupe spécial de négociation, le cas échéant pour promouvoir la cohérence au niveau communautaire.

Le groupe spécial de négociation peut décider d'informer les représentants d'organisations extérieures appropriées, y compris des organisations de travailleurs, du début des négociations.

Le groupe spécial de négociation règle avec les organes compétents des entités juridiques participantes les modalités pratiques de la présence des experts aux réunions.

La prise en charge financière par les entités juridiques participantes est limitée à un seul expert, sauf si les parties en conviennent autrement.

Art. 18. § 1^{er}. Le groupe spécial de négociation peut décider d'arrêter les négociations avec les organes compétents des entités juridiques participantes ou de ne pas les entamer et de se fonder sur la réglementation relative à l'information et à la consultation des travailleurs en vigueur dans les Etats membres où la SCE occupe des travailleurs.

Cette décision doit être prise à la majorité de deux-tiers des membres représentant au moins les deux-tiers des travailleurs, comportant les voix de membres représentant les travailleurs occupés dans au moins deux Etats membres.

Lorsqu'une telle décision est prise, les dispositions de référence ne sont pas applicables.

Sauf accord contraire entre le groupe spécial de négociation et les organes compétents des entités juridiques participantes, le groupe spécial de négociation est dissout.

Lorsque le groupe spécial de négociation décide, conformément aux alinéas qui précèdent, de ne pas entamer des négociations ou de clore des négociations déjà entamées, la convention collective de travail n° 62 du 6 février 1996 concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs et les conventions collectives de travail modifiant celle-ci sont applicables.

§ 2. Dans le cas d'une SCE constituée par transformation, conformément à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 5, du Règlement 1435/2003 du Conseil européen du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne, le § 1^{er} de la présente disposition ne s'applique pas lorsqu'il y a participation dans la coopérative qui doit être transformée.

§ 3. Le groupe spécial de négociation est réinstitué à la demande écrite d'au moins 10 % des travailleurs de la SCE, de ses filiales ou établissements, ou de leurs représentants, au plus tôt deux ans après la date de la décision visée au § 1^{er} de la présente disposition, à moins que les parties concernées ne conviennent de rouvrir les négociations plus rapidement.

Si le groupe spécial de négociation décide de rouvrir les négociations avec les organes compétents des entités juridiques participantes mais que ces négociations ne débouchent pas sur un accord conclu conformément aux articles 22 et suivants de la présente convention, aucune des dispositions des dispositions de référence n'est applicable.

Art. 19. Les dépenses relatives au fonctionnement du groupe spécial de négociation et aux négociations sont supportées par les entités juridiques participantes de manière à permettre au groupe spécial de négociation de s'acquitter de sa mission d'une façon appropriée.

Onderafdeling VIII. — Werking

Art. 17. In het kader van de onderhandelingen kan de bijzondere onderhandelingsgroep op haar verzoek worden bijgestaan door deskundigen van haar keuze, met name door vertegenwoordigers van vakbondsorganisaties op communautair niveau. Die deskundigen kunnen op verzoek van de bijzondere onderhandelingsgroep op onderhandelingsvergaderingen aanwezig zijn als adviseur, eventueel om de samenhang op communautair niveau te bevorderen.

De bijzondere onderhandelingsgroep kan besluiten de vertegenwoordigers van passende externe organisaties, waaronder vakbondsorganisaties, in kennis te stellen van het openen van onderhandelingen.

De bijzondere onderhandelingsgroep stelt samen met de bevoegde organen van de deelnemende juridische lichamen de praktische regels vast voor de aanwezigheid van de deskundigen op de vergaderingen.

De kostenvergoeding van de deelnemende juridische lichamen is beperkt tot slechts één deskundige, tenzij de partijen anders overeenkomen.

Art. 18. § 1. De bijzondere onderhandelingsgroep kan besluiten de onderhandelingen met de bevoegde organen van de deelnemende juridische lichamen te beëindigen of ze niet te openen en zich te verlaten op de regels inzake informatie en raadpleging van werknemers die gelden in de lidstaten waar de SCE werknemers heeft.

Voor een dergelijk besluit zijn de stemmen nodig van twee derde van de leden die ten minste twee derde van de werknemers vertegenwoordigen, waaronder de stemmen van leden die werknemers vertegenwoordigen die in ten minste twee lidstaten in dienst zijn.

Wanneer een dergelijk besluit is genomen, zijn de referentievoorwaarden niet van toepassing.

Tenzij anders wordt overeengekomen door de bijzondere onderhandelingsgroep en de bevoegde organen van de deelnemende juridische lichamen, wordt de bijzondere onderhandelingsgroep ontbonden.

Wanneer de bijzondere onderhandelingsgroep overeenkomstig de voorgaande alinea's besluit geen onderhandeling te openen of reeds geopende onderhandelingen te beëindigen, zijn de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 62 van 6 februari 1996 betreffende de instelling van een Europese ondernemingsraad of van een procedure in ondernemingen of concerns met een communautair dimensie ter informatie en raadpleging van de werknemers en de collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging van die collectieve arbeidsovereenkomst, van toepassing.

§ 2. In het geval van een SCE, opgericht door omzetting overeenkomstig artikel 2, lid 1, alinea 5, van Verordening 1435/2003 van de Europese Raad van 22 juli 2003 betreffende het statuut voor een Europese coöperatieve vennootschap, is § 1 van deze bepaling niet van toepassing indien er in de om te zetten coöperatie medezeggenschap bestaat.

§ 3. De bijzondere onderhandelingsgroep wordt, op schriftelijk verzoek van ten minste 10 % van de werknemers van de SCE en haar dochterondernemingen of vestigingen, of van hun vertegenwoordigers, op zijn vroegst twee jaar na het in § 1 van deze bepaling bedoelde besluit opnieuw ingesteld, tenzij de betrokken partijen overeenkomen de onderhandelingen vroeger te heropenen.

Indien de bijzondere onderhandelingsgroep besluit de onderhandelingen met de bevoegde organen van de deelnemende juridische lichamen te heropenen, maar die onderhandelingen niet leiden tot een akkoord gesloten overeenkomstig de artikelen 22 en volgende van deze overeenkomst, is geen enkele bepaling van de referentievoorwaarden van toepassing.

Art. 19. De uitgaven in verband met het functioneren van de bijzondere onderhandelingsgroep en met de onderhandelingen, worden gedragen door de deelnemende juridische lichamen teneinde de bijzondere onderhandelingsgroep in staat te stellen haar taak naar behoren uit te voeren.

Art. 20. Les décisions du groupe spécial de négociation se prennent à la majorité absolue des membres. Cette majorité doit représenter la majorité absolue des travailleurs représentés au groupe spécial de négociation.

Chaque membre dispose d'une voix.

Les décisions du groupe spécial de négociation portant sur un accord prévoyant de réduire les droits de participation par rapport à ceux existant au sein des entités juridiques participantes se prennent à la majorité des deux-tiers des membres du groupe spécial de négociation représentant au moins deux-tiers des travailleurs représentés au groupe spécial de négociation, comportant les voix des membres représentant des travailleurs occupés dans au moins deux Etats membres, lorsque :

1° la SCE est constituée par voie de fusion et au moins 25 % du nombre total des travailleurs occupés par les entités juridiques participantes bénéficient d'un système de participation;

ou

2° la SCE est constituée par tout autre moyen et au moins 50 % du nombre total des travailleurs occupés par les entités juridiques participantes bénéficient d'un système de participation.

Aux fins de la présente disposition, on entend par réduction des droits de participation, une proportion de représentants des travailleurs siégeant au sein de l'organe de surveillance ou d'administration de la SCE ou de membres de ces organes pour lesquels les représentants des travailleurs peuvent recommander la désignation ou s'y opposer, inférieure à la proportion qui, au sein des entités juridiques participantes, est la plus élevée.

Sous-section IX. — Durée des négociations

Art. 21. § 1^{er}. Les négociations débutent dès que le groupe spécial de négociation est valablement constitué et peuvent se poursuivre pendant les six mois qui suivent la première réunion entre le groupe spécial de négociation valablement constitué et les organes compétents des entités juridiques participantes.

§ 2. Le groupe spécial de négociation et les organes compétents des entités juridiques participantes peuvent décider, d'un commun accord, de prolonger les négociations au-delà de la période visée au § 1^{er}, jusqu'à un an au total, à partir de la première réunion entre le groupe spécial de négociation et les organes compétents des entités juridiques participantes.

CHAPITRE VI. — Contenu de l'accord

Art. 22. L'accord porte soit sur l'institution et le fonctionnement d'un organe de représentation des travailleurs, soit sur l'institution d'une ou plusieurs procédures d'information et de consultation, pour la SCE ayant son siège en Belgique.

L'accord doit être écrit. Il doit être signé par les représentants des organes compétents des entités juridiques participantes ainsi que par les membres du groupe spécial de négociation qui l'approuvent. Il est daté.

Art. 23. L'accord sur l'institution et le fonctionnement, pour la SCE ayant son siège en Belgique, d'un organe de représentation des travailleurs fixe au moins :

1° le champ d'application de l'accord;

2° la composition, le nombre de membres et la répartition des sièges de l'organe de représentation qui sera l'interlocuteur de l'organe compétent de la SCE dans le cadre des modalités relatives à l'information et à la consultation des travailleurs de la SCE et de ses filiales ou établissements;

3° les attributions et la procédure prévue pour l'information et la consultation de l'organe de représentation;

4° la fréquence des réunions de l'organe de représentation;

5° les ressources financières et matérielles à allouer à l'organe de représentation;

Art. 20. De bijzondere onderhandelingsgroep besluit met de volstreekte meerderheid van haar leden. Deze meerderheid moet de volstreekte meerderheid van de in de bijzondere onderhandelingsgroep vertegenwoordigde werknemers vertegenwoordigen.

Elk lid beschikt over één stem.

Voor de besluiten van de bijzondere onderhandelingsgroep over een akkoord om de medezeggenschapsrechten in te perken, vergeleken met wat in de deelnemende juridische lichamen bestaat, zijn de stemmen vereist van twee derde van de leden van de bijzondere onderhandelingsgroep, die ten minste twee derde van de in de bijzondere onderhandelingsgroep vertegenwoordigde werknemers vertegenwoordigen, waaronder de stemmen van leden die werknemers vertegenwoordigen die in ten minste twee lidstaten in dienst zijn :

1° in het geval van een SCE opgericht door fusie, indien de medezeggenschap ten minste 25 % van het totale aantal werknemers van de deelnemende juridische lichamen bestrijkt;

of

2° in het geval van een SCE opgericht op enige andere wijze, indien de medezeggenschap ten minste 50 % van het totale aantal werknemers van de deelnemende juridische lichamen bestrijkt.

Voor de toepassing van deze bepaling wordt onder inperking van de medezeggenschapsrechten verstaan, een gedeelte werknemersvertegenwoordigers die zitting hebben in het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de SCE of leden van die organen met betrekking tot wier benoeming de werknemersvertegenwoordigers aanbevelingen kunnen doen of bezwaar kunnen maken, dat geringer is dan het hoogste gedeelte dat in de deelnemende juridische lichamen van toepassing was.

Onderafdeling IX. — Duur van de onderhandelingen

Art. 21. § 1. De onderhandelingen vangen aan zodra de bijzondere onderhandelingsgroep geldig is ingesteld en kunnen worden voortgezet gedurende een periode van zes maanden na de eerste vergadering tussen de geldig ingestelde bijzondere onderhandelingsgroep en de bevoegde organen van de deelnemende juridische lichamen.

§ 2. De bijzondere onderhandelingsgroep en de bevoegde organen van de deelnemende juridische lichamen kunnen in gezamenlijk overleg besluiten de in § 1 bedoelde onderhandelingsperiode te verlengen tot ten hoogste één jaar, te rekenen vanaf de eerste vergadering tussen de bijzondere onderhandelingsgroep en de bevoegde organen van de deelnemende juridische lichamen.

HOOFDSTUK VI. — Inhoud van de overeenkomst

Art. 22. De overeenkomst heeft betrekking hetzij op de instelling en de werking van een vertegenwoordigingsorgaan voor de werknemers, hetzij op de instelling van een of meer informatie- en raadplegingsprocedures, voor de SCE die haar zetel heeft in België.

De overeenkomst moet schriftelijk worden vastgesteld. Zij moet worden ondertekend door de vertegenwoordigers van de bevoegde organen van de deelnemende juridische lichamen alsook door de leden van de bijzondere onderhandelingsgroep die de overeenkomst goedkeuren. Zij moet gedateerd zijn.

Art. 23. De overeenkomst moet schriftelijk worden vastgesteld. Zij moet worden ondertekend door de vertegenwoordigers van de bevoegde organen van de deelnemende juridische lichamen alsook door de leden van de bijzondere onderhandelingsgroep die de overeenkomst goedkeuren. Zij moet gedateerd zijn.

1° de werkingsfeer van de overeenkomst;

2° de samenstelling en het aantal leden van en de zetelverdeling in het vertegenwoordigingsorgaan dat als gesprekspartner van het bevoegde orgaan van de SCE fungeert in het kader van regelingen ter informatie en raadpleging van de werknemers van de SCE en haar dochterondernemingen of vestigingen;

3° de bevoegdheden en de procedure voor de informatie en raadpleging van het vertegenwoordigingsorgaan;

4° de frequentie van de vergaderingen van het vertegenwoordigingsorgaan;

5° de aan het vertegenwoordigingsorgaan toe te wijzen financiële en materiële middelen;

6° si, au cours des négociations, les organes compétents des entités juridiques participantes et le groupe spécial de négociation décident d'arrêter des modalités de participation, la teneur de ces dispositions, y compris, le cas échéant, le nombre de membres de l'organe de surveillance ou d'administration de la SCE que les travailleurs auront le droit d'élire, de désigner, de recommander ou à la désignation desquels ils pourront s'opposer, les procédures à suivre pour que les travailleurs puissent élire, désigner ou recommander ces membres ou s'opposer à leur désignation, ainsi que leurs droits;

7° la date d'entrée en vigueur de l'accord et sa durée, les cas dans lesquels l'accord devrait être renégocié et la procédure pour sa renégociation.

L'accord stipule qu'il remplit les conditions de majorité fixées à l'article 20 de la présente convention. Il constate la proportion de travailleurs représentée par chaque membre du groupe spécial de négociation.

Commentaire En ce qui concerne le 7° du présent article, les parties peuvent entre autres convenir des règles à respecter en ce qui concerne les changements de structure de la SCE, de ses filiales ou de ses établissements, les modifications importantes de l'effectif ou le changement de localisation du siège de la SCE.

Art. 24. Les organes compétents des entités juridiques participantes et le groupe spécial de négociation peuvent convenir d'instituer, pour la SCE ayant son siège en Belgique, une ou plusieurs procédures d'information et de consultation au lieu d'instituer un organe de représentation.

L'accord doit prévoir les modalités de mise en œuvre de ces procédures.

Art. 25. Dans le cas d'une SCE constituée par transformation, l'accord prévoit, pour tous les éléments de l'implication des travailleurs, un niveau au moins équivalent à celui qui existe dans la coopérative qui doit être transformée en SCE.

Commentaire L'accord peut préciser les modalités d'habilitation des travailleurs à participer à l'assemblée générale ou aux assemblées de section ou de branche conformément au chapitre VIII de la présente convention.

CHAPITRE VII. — *Dispositions applicables aux SCE constituées exclusivement par des personnes physiques ou par une seule entité juridique et des personnes physiques*

Section I^{re} — SCE d'au moins 50 travailleurs

Art. 26. Dans le cas d'une SCE constituée exclusivement par des personnes physiques ou par une seule entité juridique et des personnes physiques, employant ensemble au moins 50 travailleurs dans au moins deux Etats membres, les dispositions des chapitres II et III, V et VI et VIII à XI de la présente convention s'appliquent.

Section II. — SCE de moins de 50 travailleurs ou de 50 travailleurs ou plus occupés dans un même Etat membre

Sous-section I^{re}. — *Dispositions applicables à l'implication des travailleurs*

Art. 27. Dans le cas d'une SCE constituée exclusivement par des personnes physiques ou par une seule entité juridique et des personnes physiques, employant ensemble moins de 50 travailleurs ou 50 travailleurs ou plus dans un même Etat membre, l'implication des travailleurs est régie par les dispositions suivantes :

1° au sein de la SCE proprement dite sont d'application les dispositions de l'Etat membre dans lequel le siège statutaire de la SCE est situé, et qui régissent les entités de même type;

2° au sein de ses filiales ou établissements sont d'application les dispositions de l'Etat membre dans lequel ces filiales ou établissements sont situés, et qui régissent les entités de même type.

Commentaire

a. Sont ici visées les SCE constituées ou bien exclusivement par des personnes physiques ou bien par une seule entité juridique et des personnes physiques, pour autant que soit ces SCE emploient moins de 50 travailleurs dans un seul ou plusieurs Etats membres soit ces SCE emploient 50 travailleurs ou plus dans un seul Etat membre.

6° ingeval de bevoegde organen van de deelnemende juridische lichamen en de bijzondere onderhandelingsgroep tijdens de onderhandelingen besluiten medezeggenschapsregelingen vast te stellen, de inhoud daarvan, onder meer, in voorkomend geval, het aantal van de leden in het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de SCE die de werknemers gerechtigd zijn te kiezen of te benoemen, of met betrekking tot wier benoeming de werknemers aanbevelingen kunnen doen of bezwaar kunnen maken, de procedures voor het kiezen of benoemen van die leden of het met betrekking tot hun benoeming aanbevelingen doen of bezwaar maken door de werknemers en de rechten van die leden;

7° de datum van inwerkingtreding van de overeenkomst, de looptijd, de gevallen waarin opnieuw over de overeenkomst moet worden onderhandeld en de procedure voor hernieuwde onderhandelingen.

De overeenkomst bepaalt dat zij voldoet aan de voorwaarden inzake meerderheid, bepaald in artikel 20 van deze overeenkomst. Zij constateert het gedeelte van de werknemers dat vertegenwoordigd is door elk lid van de bijzondere onderhandelingsgroep.

Commentaar Wat punt 7° van dit artikel betreft, kunnen de partijen onder andere regels overeenkomen die in acht moeten worden genomen met betrekking tot veranderingen in de structuur van de SCE, haar dochterondernemingen of vestigingen, grote personeelswijzigingen of verhuizing van de zetel van de SCE.

Art. 24. De bevoegde organen van de deelnemende juridische lichamen en de bijzondere onderhandelingsgroep kunnen besluiten om voor de SCE die haar zetel heeft in België, in plaats van een vertegenwoordigingsorgaan, een of meer informatie- en raadplegingsprocedures in te stellen.

De overeenkomst moet de wijze bepalen waarop die procedures toeassing vinden.

Art. 25. In het geval van een SCE opgericht door omzetting, moet de overeenkomst ten minste in dezelfde mate voorzien in elk aspect van de rol van de werknemers zoals dat bij de in een SCE om te zetten coöperatie het geval is.

Commentaar In de overeenkomst kunnen de regelingen worden gespecificeerd voor het recht van werknemers om deel te nemen aan de algemene vergadering of aan de sector- of afdelingsvergaderingen overeenkomstig hoofdstuk VIII van deze overeenkomst.

HOOFDSTUK VII. — *Voorschriften voor uitsluitend door natuurlijke personen of door slechts een juridisch lichaam en natuurlijke personen opgerichte SCE's*

Afdeling I. — SCE met ten minste 50 werknemers

Art. 26. In het geval van een uitsluitend door natuurlijke personen of door slechts één juridisch lichaam en natuurlijke personen opgerichte SCE, die in haar geheel ten minste 50 werknemers in dienst heeft in ten minste twee lidstaten, zijn de bepalingen van de hoofdstukken II en III, V en VI en VIII tot XI van deze overeenkomst van toepassing.

Afdeling II. — SCE met minder dan 50 werknemers of 50 of meer werknemers in slechts één lidstaat

Onderafdeling I. — *Bepalingen die van toepassing zijn op de rol van de werknemers*

Art. 27. In het geval van een uitsluitend door natuurlijke personen of door slechts één juridisch lichaam en natuurlijke personen opgerichte SCE, die in haar geheel minder dan 50 werknemers in dienst heeft of 50 of meer werknemers in slechts één lidstaat, wordt de rol van de werknemers op de volgende wijze geregeld :

1° in de SCE zelf zijn de bepalingen van toepassing die in de lidstaat waarin de SCE haar statutaire zetel heeft, gelden voor lichamen van hetzelfde type;

2° in de dochterondernemingen of vestigingen zijn de bepalingen van toepassing die in de lidstaat waarin zij gevestigd zijn, gelden voor lichamen van hetzelfde type.

Commentaar

a. Hier worden de SCE's bedoeld die ofwel uitsluitend door natuurlijke personen ofwel door slechts één juridisch lichaam en natuurlijke personen zijn opgericht, voor zover die SCE's hetzij minder dan 50 werknemers tewerkstellen in een of meer lidstaten, hetzij 50 of meer werknemers tewerkstellen in slechts één lidstaat.

b. Il faut entendre par les termes "...les dispositions de l'Etat membre dans lequel le siège statutaire de la SCE est situé" et "...les dispositions de l'Etat membre dans lequel ces filiales ou établissements sont situés...", lorsque le siège statutaire et/ou ces filiales et/ou ces établissements sont situés en Belgique, tant les lois et textes réglementaires que les accords collectifs en ce compris ceux conclus au niveau sectoriel applicables en Belgique. Par conséquent, la cascade prévue en matière d'information et de consultation des travailleurs s'applique également, à savoir le conseil d'entreprise, à défaut de conseil d'entreprise, le comité pour la prévention et la protection au travail, à défaut d'un tel comité, la délégation syndicale.

Sous-section II. — Transfert de siège d'une SCE
régie par les règles de participation

Art. 28. Dans le cas du transfert d'un Etat membre à un autre du siège d'une SCE visée à l'article 27 et régie par les règles de participation, des droits de participation des travailleurs d'un niveau au moins équivalent continuent d'être applicables.

Section III. — Dispositions particulières applicables aux SCE
visées au chapitre VII, section II, après l'immatriculation

Sous-section I^{re}. — Principe général

Art. 29. Si après l'immatriculation d'une SCE visée à la section II du présent chapitre, au moins un tiers des travailleurs de la SCE et de ses filiales ou établissements dans deux Etats membres différents le demandent, ou si le seuil de travailleurs atteint ou dépasse le seuil de 50 travailleurs dans au moins deux Etats membres, les chapitres II et III, V et VI et VIII à XI de la présente convention s'appliquent moyennant les spécifications apportées aux articles 30 à 37 qui suivent.

En outre, pour l'application des chapitres II et III, V et VI et VIII à XI de la présente convention, les termes "entités juridiques participantes" et "filiales ou établissements concernés" sont remplacés par les termes "SCE" et "filiales ou établissements de la SCE".

Sous-section II. — Mise en œuvre de la procédure
et délivrance d'informations préliminaires

Art. 30. Aux fins de la présente section, l'article 6, § 1^{er}, doit s'entendre comme suit :

"Lorsque les organes de direction ou d'administration de la SCE constatent se trouver dans l'une des situations prévues à l'article 29 de la présente convention, ils prennent dès que possible les mesures nécessaires, y compris la communication d'informations pour engager des négociations avec les représentants des travailleurs de la SCE et de ses filiales ou établissements sur les modalités relatives à l'implication des travailleurs dans la SCE".

Sous-section III. — Création d'un groupe spécial de négociation

Art. 31. Aux fins de la présente section, l'article 7 doit s'entendre comme suit :

"Une fois la procédure mise en œuvre conformément à l'article 6, un groupe spécial de négociation représentant les travailleurs de la SCE et de ses filiales ou établissements est constitué".

Sous-section IV. — Election ou désignation des membres
du groupe spécial
de négociation en cas de SCE constituée par voie de fusion

Art. 32. L'article 9, § 2, n'est pas applicable pour la présente section.

Sous-section V. — Désignation des membres-travailleurs occupés en
Belgique
et constitution d'une liste de réserve

Art. 33. Aux fins de la présente section, l'article 10, § 4, doit s'entendre comme suit :

"La délégation des membres-travailleurs peut comprendre un représentant des organisations représentatives des travailleurs, qu'il soit ou non occupé par la SCE ou une filiale ou un établissement de la SCE".

Sous-section VI. — Compétence du groupe spécial de négociation

Art. 34. L'article 16, § 2, n'est pas applicable pour la présente section.

b. Onder de woorden "de bepalingen (...) die in de lidstaat waarin de SCE haar statutaire zetel heeft, gelden" en de woorden "de bepalingen (...) die in de lidstaat waarin zij gevestigd zijn, gelden", wanneer de statutaire zetel en/of de dochterondernemingen en/of vestigingen in België gevestigd zijn, moeten zowel de wetten en de verordenende teksten als de collectieve akkoorden worden verstaan, met inbegrip van die welke zijn gesloten op sectorniveau en in België van toepassing zijn. Bijgevolg is de getrapte informatie en raadpleging van werknemers ook van toepassing, namelijk de ondernemingsraad, bij ontstentenis van een ondernemingsraad, het comité voor preventie en bescherming op het werk, bij ontstentenis van een dergelijk comité, de vakbondsafvaardiging.

Onderafdeling II. — Verplaatsing van de zetel
van een SCE waarvoor medezeggenschapsregels gelden

Art. 28. Indien de zetel van een SCE zoals bedoeld in artikel 27 en waarvoor medezeggenschapsregels gelden, van een lidstaat naar een andere wordt overgebracht, blijft ten minste hetzelfde niveau van medezeggenschapsrechten van toepassing.

Afdeling III. — Bijzondere bepalingen die na de inschrijving
van toepassing zijn op de in hoofdstuk VII, afdeling II bedoelde SCE's

Onderafdeling I. — Algemeen beginsel

Art. 29. Indien na de inschrijving van een in afdeling II van dit hoofdstuk bedoelde SCE ten minste een derde van het totale aantal werknemers van de SCE en van haar dochterondernemingen of vestigingen in twee verschillende lidstaten hierom verzoeken, of indien het totale aantal werknemers in ten minste twee lidstaten 50 of meer bedraagt, zijn de hoofdstukken II en III, V en VI en VIII tot XI van deze overeenkomst van toepassing, met inachtneming van de verduidelijkingen in de navolgende artikelen 30 tot 37.

Bovendien worden voor de toepassing van de hoofdstukken II en III, V en VI en VIII tot XI van deze overeenkomst de woorden "deelnemende juridische lichamen" en "betrokken dochterondernemingen of vestigingen" vervangen door respectievelijk de woorden "SCE" en "dochterondernemingen of vestigingen van de SCE".

Onderafdeling II. — Tenuitvoerlegging van de procedure
en verstrekking van voorafgaande informatie

Art. 30. Voor de toepassing van deze afdeling moet artikel 6, § 1, als volgt worden begrepen :

"Wanneer de leidinggevende of bestuursorganen van de SCE constateren dat ze zich in een van de in artikel 29 van deze overeenkomst bedoelde situaties bevinden, doen zij zo spoedig mogelijk het nodige - waaronder het verstrekken van informatie - om met de vertegenwoordigers van de werknemers van de SCE en haar dochterondernemingen of vestigingen in onderhandeling te treden over regelingen inzake de rol van de werknemers in de SCE".

Onderafdeling III. — Instelling van een bijzondere
onderhandelingsgroep

Art. 31. Voor de toepassing van deze afdeling moet artikel 7 als volgt worden begrepen :

"Zodra de procedure overeenkomstig artikel 6 ten uitvoer is gelegd, wordt er een bijzondere onderhandelingsgroep, die representatief is voor de werknemers van de SCE en haar dochterondernemingen of vestigingen, samengesteld."

Onderafdeling IV. — Verkiezing of aanwijzing van de leden
van de bijzondere onderhandelingsgroep indien de SCE
door fusie wordt opgericht

Art. 32. Artikel 9, § 2, is niet van toepassing voor deze afdeling.

Onderafdeling V. — Aanwijzing van de in België
tewerkgestelde leden-werknemers en samenstelling van een reservelijst

Art. 33. Voor de toepassing van deze afdeling moet artikel 10, § 4, als volgt worden begrepen :

"Onder de leden-werknemers kan zich een vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties bevinden, die al dan niet een werknemer is van de SCE of een dochteronderneming of vestiging van de SCE."

Onderafdeling VI. — Bevoegdheid van de bijzondere
onderhandelingsgroep

Art. 34. Artikel 16, § 2, is niet van toepassing voor deze afdeling.

Sous-section VII. — Fonctionnement du groupe spécial de négociation

Art. 35. Aux fins de la présente section, l'article 20 doit s'entendre comme suit :

"Les décisions du groupe spécial de négociation se prennent à la majorité absolue des membres. Cette majorité doit représenter la majorité absolue des travailleurs représentés au groupe spécial de négociation.

Chaque membre dispose d'une voix.

Les décisions du groupe spécial de négociation portant sur un accord prévoyant de réduire les droits de participation par rapport à ceux existant au sein des entités juridiques participantes se prennent à la majorité des deux-tiers des membres du groupe spécial de négociation représentant au moins deux-tiers des travailleurs représentés au groupe spécial de négociation, comportant les voix des membres représentant des travailleurs occupés dans au moins deux Etats membres.

Aux fins de la présente disposition, on entend par réduction des droits de participation, une proportion de représentants des travailleurs siégeant au sein de l'organe de surveillance ou d'administration de la SCE ou de membres de ces organes pour lesquels les représentants des travailleurs peuvent recommander la désignation ou s'y opposer, inférieure à la proportion existante au sein des entités juridiques participantes".

Sous-section VIII. — Contenu de l'accord

Art. 36. L'article 25 n'est pas applicable pour la présente section.

Sous-section IX. — Application des dispositions de référence

Art. 37. Pour l'application de la présente section, il est fait application des dispositions de référence concernant l'implication des travailleurs dans la SCE immatriculée en Belgique :

1° à compter de la date à laquelle les organes compétents de la SCE et le groupe spécial de négociation le décident;

ou

2° lorsque, dans le délai visé à l'article 21, aucun accord n'a été conclu et que le groupe spécial de négociation n'a pas pris la décision visée à l'article 18 de ne pas entamer des négociations ou de clore des négociations déjà entamées.

En outre, les dispositions de référence concernant la participation des travailleurs dans la SCE ne s'appliquent que si le groupe spécial de négociation en décide ainsi.

CHAPITRE VIII. — Participation à l'assemblée générale ou aux assemblées de section ou de branche

Art. 38. Dans les limites fixées à l'article 59, § 4, du règlement 1435/2003 du Conseil européen du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne, les travailleurs de la SCE et/ou leurs représentants sont habilités à participer à l'assemblée générale ou, le cas échéant, à l'assemblée de section ou de branche, et y auront le droit de vote, dans les circonstances suivantes :

1° lorsque les parties le décident dans l'accord visé aux articles 22 et suivants de la présente convention;

ou

2° lorsqu'une coopérative régie par un système de ce type se transforme en SCE;

ou

3° lorsque, dans le cas d'une SCE constituée par d'autres moyens que la transformation, une entité juridique participante était régie par un système de ce type et :

- que les parties ne parviennent pas à un accord tel que visé aux articles 22 et suivants de la présente convention au cours de la période fixée à l'article 21 de la présente convention;

et

- que l'article 39, alinéa 1^{er}, 2° et les articles 58 à 64 de la présente convention sont applicables;

et

- que l'entité juridique participante régie par un système de ce type, en vigueur dans les entités juridiques participantes concernées avant l'immatriculation de la SCE, a la proportion la plus élevée en matière de participation, au sens de l'article 3, § 7, 3°, de la présente convention.

Onderafdeling VII. — Werking van de bijzondere onderhandelingsgroep

Art. 35. Voor de toepassing van deze afdeling moet artikel 20 als volgt worden begrepen :

"De bijzondere onderhandelingsgroep besluit met de volstrekte meerderheid van haar leden. Deze meerderheid moet de volstrekte meerderheid van de in de bijzondere onderhandelingsgroep vertegenwoordigde werknemers vertegenwoordigen.

Elk lid beschikt over één stem.

Voor de besluiten van de bijzondere onderhandelingsgroep over een akkoord om de medezeggenschapsrechten in te perken, vergeleken met wat in de deelnemende juridische lichamen bestaat, zijn de stemmen vereist van twee derde van de leden van de bijzondere onderhandelingsgroep, die ten minste twee derde van de in de bijzondere onderhandelingsgroep vertegenwoordigde werknemers vertegenwoordigen, waaronder de stemmen van leden die werknemers vertegenwoordigen die in ten minste twee lidstaten in dienst zijn.

Voor de toepassing van deze bepaling wordt onder inperking van de medezeggenschapsrechten verstaan, een gedeelte werknemersvertegenwoordigers die zitting hebben in het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de SCE of leden van die organen met betrekking tot wier benoeming de werknemersvertegenwoordigers aanbevelingen kunnen doen of bezwaar kunnen maken, dat geringer is dan het gedeelte dat in de deelnemende juridische lichamen van toepassing was. »

Onderafdeling VIII. — Inhoud van de overeenkomst

Art. 36. Artikel 25 is niet van toepassing voor deze afdeling.

Onderafdeling IX. — Toepassing van de referentievoorschriften

Art. 37. Voor de toepassing van deze afdeling zijn de referentievoorschriften met betrekking tot de rol van de werknemers in de in België ingeschreven SCE van toepassing :

1° vanaf de datum waarop de bevoegde organen van de SCE en de bijzondere onderhandelingsgroep dit overeenkomen;

of

2° indien er binnen de in artikel 21 bedoelde termijn geen overeenkomst is gesloten en de bijzondere onderhandelingsgroep niet het in artikel 18 bedoelde besluit heeft genomen om de onderhandelingen niet te openen of om reeds geopende onderhandelingen te beëindigen.

Bovendien zijn de referentievoorschriften betreffende de medezeggenschap van de werknemers in de SCE slechts van toepassing indien de bijzondere onderhandelingsgroep daartoe besluit. »

HOOFDSTUK VIII. — Deelneming aan de algemene vergadering of an de sector- of afdelingsvergadering

Art. 38. Onverminderd de grenzen die zijn bepaald in artikel 59, lid 4, van verordening 1435/2003 van de Europese Raad van 22 juli 2003 betreffende het statuut voor een Europese coöperatieve vennootschap, kunnen de werknemers van de SCE en/of hun vertegenwoordigers met stemrecht deelnemen aan de algemene vergadering of, in voorkomend geval, aan de sector- of afdelingsvergadering, indien :

1° de partijen daartoe hebben besloten in de in de artikelen 22 en volgende van deze overeenkomst bedoelde overeenkomst;

of

2° een coöperatie waarop die regeling van toepassing is, wordt omgezet in een SCE;

of

3° in het geval van een anders dan door omzetting opgerichte SCE, die regeling op een deelnemend juridisch lichaam van toepassing was en :

- de partijen niet binnen de in artikel 21 van deze overeenkomst vastgestelde termijn tot een overeenkomst komen in de zin van de artikelen 22 en volgende van deze overeenkomst;

en

- artikel 39, eerste alinea, 2° en de artikelen 58 tot 64 van deze overeenkomst van toepassing zijn;

en

- het deelnemende juridische lichaam waarop die regeling van toepassing is, de hoogste mate van medezeggenschap in de zin van artikel 3, § 7, 3°, van deze overeenkomst heeft die in de betrokken deelnemende juridische lichamen bestond voor de inschrijving van de SCE.

CHAPITRE IX. — *Dispositions de référence**Section 1^{re}*. — Conditions d'application des dispositions de référence

Art. 39. Il est fait application des dispositions de référence concernant l'implication des travailleurs dans la SCE à compter de la date de son immatriculation en Belgique lorsque :

1° les organes compétents des entités juridiques participantes et le groupe spécial de négociation le décident;

ou

2° lorsque, dans le délai visé à l'article 21, aucun accord n'a été conclu et

- que l'organe compétent de chacune des entités juridiques participantes décide d'accepter l'application des dispositions de référence visées aux articles 39 à 64 et de poursuivre ainsi l'immatriculation de la SCE;

et

- que le groupe spécial de négociation n'a pas pris la décision visée à l'article 18 de ne pas entamer des négociations ou de clore des négociations déjà entamées.

En outre, les dispositions de référence concernant la participation des travailleurs dans la SCE ne s'appliquent que :

1° dans le cas d'une SCE constituée par transformation, si les règles relatives à la participation des travailleurs dans l'organe de surveillance ou d'administration s'appliquaient à une coopérative transformée en SCE;

2° dans le cas d'une SCE constituée par fusion :

- si, avant l'immatriculation de la SCE, une ou plusieurs formes de participation s'appliquaient dans une ou plusieurs des entités juridiques participantes en couvrant au moins 25 % du nombre total des travailleurs occupés dans l'ensemble des entités juridiques participantes;

ou

- si, avant l'immatriculation de la SCE, une ou plusieurs formes de participation s'appliquaient dans une ou plusieurs des entités juridiques participantes en couvrant moins de 25 % du nombre total des travailleurs occupés dans l'ensemble des entités juridiques participantes et si le groupe spécial de négociation en décide ainsi;

3° dans le cas d'une SCE constituée par tout autre moyen :

- si, avant l'immatriculation de la SCE, une ou plusieurs formes de participation s'appliquaient dans une ou plusieurs des entités juridiques participantes en couvrant au moins 50 % du nombre total des travailleurs occupés dans l'ensemble des entités juridiques participantes;

ou

- si, avant l'immatriculation de la SCE, une ou plusieurs formes de participation s'appliquaient dans une ou plusieurs des entités juridiques participantes en couvrant moins de 50 % du nombre total des travailleurs occupés dans l'ensemble des entités juridiques participantes et si le groupe spécial de négociation en décide ainsi.

Art. 40. Dans tous les cas où il y a application, en vertu de l'article 39, des dispositions de référence concernant la participation des travailleurs dans la SCE et s'il y avait plus d'une forme de participation au sein des différentes entités juridiques participantes, le groupe spécial de négociation décide laquelle de ces formes doit être instaurée dans la SCE. Cette décision se prend dans le respect des conditions de majorité fixées à l'article 20 de la présente convention.

Le groupe spécial de négociation informe les organes compétents des entités juridiques participantes des décisions prises au titre du présent article.

Section II. — Composition de l'organe de représentation

Art. 41. § 1^{er}. L'organe de représentation est composé de travailleurs de la SCE et de ses filiales ou établissements élus ou désignés en leur sein par les représentants des travailleurs ou, à défaut, par l'ensemble des travailleurs.

HOOFDSTUK IX. — Referentievoorschriften

Afdeling I. — Toepassingsvoorwaarden inzake de referentievoorschriften

Art. 39. De referentievoorschriften met betrekking tot de rol van de werknemers in de SCE, zijn van toepassing vanaf de datum van inschrijving van de SCE in België :

1° indien de bevoegde organen van de deelnemende juridische lichamen en de bijzondere onderhandelingsgroep dit overeenkomen;

of

2° indien er binnen de in artikel 21 bedoelde termijn geen overeenkomst is gesloten en

- het bevoegde orgaan van elk van de deelnemende juridische lichamen besluit ermee in te stemmen dat de referentievoorschriften, bedoeld in de artikelen 39 tot 64, worden toegepast en daardoor de inschrijving van de SCE voort te zetten;

en

- de bijzondere onderhandelingsgroep niet het in artikel 18 bedoelde besluit heeft genomen om de onderhandelingen niet te openen of om reeds geopende onderhandelingen te beëindigen.

Bovendien zijn de referentievoorschriften betreffende de medezeggenschap van de werknemers in de SCE slechts van toepassing :

1° in het geval van een SCE opgericht door omzetting, indien de regels betreffende de medezeggenschap van de werknemers in het toezichthoudend of het bestuursorgaan op een in een SCE omgezette coöperatie van toepassing waren;

2° in het geval van een SCE opgericht door fusie :

- indien er vóór de inschrijving van de SCE in een of meer van de deelnemende juridische lichamen één of meer vormen van medezeggenschap van toepassing waren die ten minste 25 % van het totale aantal werknemers van de deelnemende juridische lichamen bestreken;

of

- indien er vóór de inschrijving van de SCE in een of meer van de deelnemende juridische lichamen een of meer vormen van medezeggenschap van toepassing waren die minder dan 25 % van het totale aantal werknemers van de deelnemende juridische lichamen bestreken en de bijzondere onderhandelingsgroep daartoe besluit;

3° in het geval van een SCE opgericht op enige andere wijze :

- indien er vóór de inschrijving van de SCE in een of meer van de deelnemende juridische lichamen een of meer vormen van medezeggenschap van toepassing waren die ten minste 50 % van het totale aantal werknemers van de deelnemende juridische lichamen bestreken;

of

- indien er vóór de inschrijving van de SCE in een of meer van de deelnemende juridische lichamen een of meer vormen van medezeggenschap van toepassing waren die minder dan 50 % van het totale aantal werknemers van de deelnemende juridische lichamen bestreken en de bijzondere onderhandelingsgroep daartoe besluit.

Art. 40. In al de gevallen waarin krachtens artikel 39 de referentievoorschriften betreffende de medezeggenschap van de werknemers in de SCE van toepassing zijn en indien er in de diverse deelnemende juridische lichamen meer dan één vorm van medezeggenschap bestond, besluit de bijzondere onderhandelingsgroep welke van die vormen in de SCE moet worden ingevoerd. Dit besluit wordt genomen met inachtname van de voorwaarden inzake meerderheid, bepaald in artikel 20 van deze overeenkomst.

De bijzondere onderhandelingsgroep licht de bevoegde organen van de deelnemende juridische lichamen in over de uit hoofde van dit artikel genomen besluiten.

Afdeling II. — Samenstelling van het vertegenwoordigingsorgaan

Art. 41. § 1. Het vertegenwoordigingsorgaan bestaat uit werknemers van de SCE en haar dochterondernemingen of vestigingen, die door de werknemersvertegenwoordigers of, bij ontstentenis daarvan, door alle werknemers uit hun midden worden gekozen of aangewezen.

§ 2. Les membres de l'organe de représentation sont élus ou désignés en proportion du nombre de travailleurs occupés dans chaque Etat membre par la SCE et ses filiales ou établissements, en allouant pour chaque Etat membre un siège par tranche du nombre de travailleurs occupés dans cet Etat membre qui représente 10 % du nombre de travailleurs occupés par la SCE ou filiales ou établissements dans l'ensemble des Etats membres, ou une fraction de ladite tranche.

Commentaire Chaque Etat membre dans lequel des travailleurs sont occupés par la SCE et/ou une de ses filiales ou de ses établissements, est représenté à l'organe de représentation.

Par exemple, si dans un Etat membre, la proportion des travailleurs occupés par rapport au nombre total des travailleurs est inférieure à 10 %, un mandat sera accordé à cet Etat. De même, si cette proportion atteint 10 %, un mandat sera accordé à cet Etat. Si cette proportion dépasse 10 % sans excéder 20 %, deux mandats sont attribués. Une proportion supérieure à 20 % donne droit à trois mandats.

Section III. — Désignation des membres-travailleurs occupés en Belgique de l'organe de représentation et constitution d'une liste de réserve

Art. 42. Les dispositions du présent article visent la désignation des membres-travailleurs de l'organe de représentation institué en Belgique ou dans un autre Etat membre.

Les méthodes utilisées pour la nomination, la désignation ou l'élection des représentants des travailleurs visent à promouvoir l'équilibre entre les hommes et les femmes.

Les membres-travailleurs de l'organe de représentation occupés en Belgique sont désignés par et parmi les représentants des travailleurs occupés en Belgique siégeant aux conseils d'entreprise des entités juridiques participantes et de leurs filiales ou établissements concernés. A défaut d'accord entre ces représentants, les membres-travailleurs de l'organe de représentation sont désignés par la majorité de ceux-ci.

A défaut de conseil d'entreprise, les membres-travailleurs de l'organe de représentation sont désignés par et parmi les représentants des travailleurs siégeant aux comités pour la prévention et la protection au travail. A défaut d'accord entre ces représentants, les membres-travailleurs de l'organe de représentation sont désignés par la majorité de ceux-ci.

A défaut de conseil d'entreprise et de comité pour la prévention et la protection au travail, chaque commission paritaire peut autoriser les délégations syndicales des entités juridiques participantes ou des filiales ou établissements concernés relevant de sa compétence sectorielle à désigner les membres-travailleurs de l'organe de représentation.

A défaut de conseil d'entreprise ou de comité pour la prévention et la protection au travail dans les entités juridiques participantes ou les filiales ou établissements concernés situés en Belgique, et à défaut d'autorisation de la commission paritaire, les travailleurs de l'entité juridique participante ou de la filiale ou de l'établissement concerné ont le droit d'élire ou de désigner les membres-travailleurs de l'organe de représentation.

Art. 43. Afin d'assurer la continuité au sein de l'organe de représentation en cas de décès, d'incapacité de travail prolongée, de maternité, de départ de l'entité juridique participante ou de la filiale ou de l'établissement concerné, de démission du membre, ou de perte du mandat national qui constitue la base de la désignation ou de l'élection en tant que membre de l'organe de représentation, une liste de réserve est constituée.

Les personnes figurant dans cette liste de réserve sont désignées selon la même procédure que les membres de l'organe de représentation.

§ 2. De leden van het vertegenwoordigingsorgaan worden gekozen of aangewezen in verhouding tot het aantal werknemers dat in de onderscheiden lidstaten in dienst is van de SCE en haar dochterondernemingen of vestigingen, door per lidstaat een zetel toe te wijzen voor elke 10 %, of een deel daarvan, van de werknemers die in de betrokken lidstaat in dienst zijn, berekend over het totale aantal werknemers dat bij de SCE en haar dochterondernemingen of vestigingen in alle lidstaten tezamen in dienst is.

Commentaar Elke lidstaat waarin werknemers in dienst zijn van de SCE en/of een van haar dochterondernemingen of vestigingen wordt vertegenwoordigd in het vertegenwoordigingsorgaan.

Bijvoorbeeld, indien in een lidstaat minder dan 10 % van de werknemers in dienst is, berekend over het totale aantal werknemers, zal aan die lidstaat een mandaat worden toegekend. Indien dit aantal 10 % bereikt, zal aan die lidstaat eveneens een mandaat worden toegekend. Er worden twee mandaten toegekend indien het aantal meer dan 10 % tot 20 % bedraagt. Een aantal van meer dan 20 % geeft recht op drie mandaten.

Afdeling III. — Aanwijzing van de in België tewerkgestelde leden-werknemers van het vertegenwoordigingsorgaan en samenstelling van een reservelijst

Art. 42. De bepalingen van dit artikel hebben betrekking op de aanwijzing van de leden-werknemers van het in België of in een andere lidstaat ingestelde vertegenwoordigingsorgaan.

In de wijze van benoeming, aanwijzing of verkiezing van de werknemersvertegenwoordigers moet naar evenwicht tussen mannen en vrouwen worden gestreefd.

De in België tewerkgestelde leden-werknemers van het vertegenwoordigingsorgaan worden aangewezen door en onder de in België tewerkgestelde werknemersvertegenwoordigers die zitting hebben in de ondernemingsraden van de deelnemende juridische lichamen en hun betrokken dochterondernemingen of vestigingen. Wanneer er geen akkoord is onder die vertegenwoordigers, worden de leden-werknemers van het vertegenwoordigingsorgaan aangewezen door de meerderheid van die vertegenwoordigers.

Bij ontstentenis van ondernemingsraad worden de leden-werknemers van het vertegenwoordigingsorgaan aangewezen door en onder de werknemersvertegenwoordigers die zitting hebben in de comités voor preventie en bescherming op het werk. Wanneer er geen akkoord is onder die vertegenwoordigers, worden de leden-werknemers van het vertegenwoordigingsorgaan aangewezen door de meerderheid van die vertegenwoordigers.

Bij ontstentenis van ondernemingsraad en comité voor preventie en bescherming op het werk, kan elk paritair comité de vakbondsafvaardiging van de deelnemende juridische lichamen en betrokken dochterondernemingen of vestigingen die onder zijn sectorale bevoegdheid vallen, machtigen de leden-werknemers van het vertegenwoordigingsorgaan aan te wijzen.

Bij ontstentenis van ondernemingsraad of comité voor preventie en bescherming op het werk in de in België gelegen deelnemende juridische lichamen en betrokken dochterondernemingen of vestigingen, en bij ontstentenis van machtiging van het paritair comité, hebben de werknemers van het deelnemende juridische lichaam en de betrokken dochteronderneming of vestiging het recht de leden-werknemers van het vertegenwoordigingsorgaan te verkiezen of aan te wijzen.

Art. 43. Er wordt een reservelijst samengesteld om te zorgen voor continuïteit binnen het vertegenwoordigingsorgaan in geval van overlijden, arbeidsongeschiktheid van langere duur, moederschap, vertrek uit het deelnemende juridische lichaam of de betrokken dochteronderneming of vestiging, ontslag van het lid of verlies van het nationaal mandaat op basis waarvan de aanwijzing of de verkiezing als lid van het vertegenwoordigingsorgaan heeft plaatsgehad.

De personen op die reservelijst worden aangewezen volgens dezelfde procedure als de leden van het vertegenwoordigingsorgaan.

Cette liste est composée d'un remplaçant par mandat.

Art. 44. L'organe compétent de la SCE est informé de la composition de l'organe de représentation et des noms figurant dans la liste de réserve.

Section IV. — Réaménagement de la composition de l'organe de représentation

Art. 45. En cas de changements de structure ou de dimension de la SCE ou de ses filiales ou établissements ou en cas de modifications importantes de l'effectif, il y a lieu de procéder à une adaptation ou le cas échéant à une nouvelle composition de l'organe de représentation, conformément aux articles 41 et suivants.

Le protocole de collaboration établi en application de l'article 68 règle les modalités relatives à la composition de l'organe de représentation en cas de changements de structure ou de dimension de la SCE.

Section V. — Compétence de l'organe de représentation

Art. 46. La compétence de l'organe de représentation est limitée aux questions qui concernent la SCE elle-même ou toute filiale ou établissement situés dans un autre Etat membre, ou qui excèdent les pouvoirs des instances de décision dans un seul Etat membre.

Section VI. — Procédure de négociation d'un accord ou maintien des dispositions de référence

Art. 47. Quatre ans au plus tard après l'institution de l'organe de représentation, il y a lieu :

- soit d'entamer une procédure de négociation en vue de la conclusion d'un accord, tel que visé au chapitre VI;
- soit de maintenir l'application des dispositions de référence fixées au présent chapitre.

S'il est décidé d'entamer la procédure de négociation, l'organe de représentation remplit la fonction de groupe spécial de négociation. L'organe de représentation continue de fonctionner pendant la durée de la procédure.

S'il est décidé de ne pas entamer de négociation ou si dans le délai fixé à l'article 21 aucun accord n'a été conclu, les dispositions de référence fixées au présent chapitre continuent à s'appliquer.

Section VII. — Comité restreint

Art. 48. Si sa taille le justifie, l'organe de représentation élit en son sein un comité restreint comprenant au maximum trois membres.

Le règlement d'ordre intérieur de l'organe de représentation peut prévoir des règles relatives à la répartition géographique des mandats au comité restreint.

Section VIII. — Réunions

Art. 49. Avant toute réunion avec l'organe compétent de la SCE, l'organe de représentation ou le comité restreint, le cas échéant, élargi conformément à l'article 52, § 4, est habilité à se réunir sans que les représentants de l'organe compétent ne soient présents.

Sous-section I^{re}. — Réunions annuelles

Art. 50. L'organe de représentation a le droit d'être informé et consulté et, à cette fin, de se réunir avec l'organe compétent de la SCE au moins une fois par an, sur la base de rapports écrits réguliers établis par l'organe compétent, au sujet de l'évolution des activités de la SCE et de ses perspectives. Les directions locales en sont informées.

L'organe compétent de la SCE fournit à l'organe de représentation l'ordre du jour des réunions de l'organe d'administration ou le cas échéant, de l'organe de direction et de surveillance, ainsi que des copies de tous les documents soumis à l'assemblée générale de ses membres.

Le protocole de collaboration visé à l'article 68 prévoit le délai et les modalités de transmission du rapport, de l'ordre du jour et des copies de documents visés à l'alinéa 2 aux membres de l'organe de représentation.

Die lijst omvat een vervanger per mandaat.

Art. 44. Het bevoegde orgaan van de SCE wordt in kennis gesteld van de samenstelling van het vertegenwoordigingsorgaan en van de namen op de reservelijst.

Afdeling IV. — Aanpassing van de samenstelling van het vertegenwoordigingsorgaan

Art. 45. In geval van veranderingen in de structuur of de omvang van de SCE of haar dochterondernemingen of vestigingen, of in geval van grote personeelwijzigingen, dient het vertegenwoordigingsorgaan te worden aangepast of, in voorkomend geval, opnieuw samengesteld te worden, overeenkomstig de artikelen 41 en volgende.

Het samenwerkingsprotocol opgesteld op grond van artikel 68 bepaalt de nadere regels voor de samenstelling van het vertegenwoordigingsorgaan in geval van veranderingen in de structuur of de omvang van de SCE.

Afdeling V. — Bevoegdheid van het vertegenwoordigingsorgaan

Art. 46. De bevoegdheid van het vertegenwoordigingsorgaan is beperkt tot aangelegenheden die betrekking hebben op de SCE zelf en op eender welke van haar dochterondernemingen of vestigingen in een andere lidstaat of die de bevoegdheid van de besluitvormingsorganen in één enkele lidstaat te buiten gaan.

Afdeling VI. — Procedure voor de onderhandeling over een overeenkomst of behoud van de referentievoorschriften

Art. 47. Uiterlijk vier jaar nadat het vertegenwoordigingsorgaan is ingesteld dient :

- hetzij een onderhandelingsprocedure te worden geopend om een overeenkomst, als bedoeld in hoofdstuk VI, te sluiten;
- hetzij verder toepassing te worden gemaakt van de referentievoorschriften, bepaald in dit hoofdstuk.

Indien wordt besloten de onderhandelingsprocedure te openen, vervult het vertegenwoordigingsorgaan de functie van bijzondere onderhandelingsgroep. Tijdens de procedure blijft het vertegenwoordigingsorgaan werken.

Indien wordt besloten geen onderhandelingen aan te vatten of indien binnen de in artikel 21 bepaalde termijn geen overeenkomst wordt gesloten, blijven de in dit hoofdstuk bepaalde referentievoorschriften van toepassing.

Afdeling VII. — Beperkt comité

Art. 48. Indien de omvang zulks rechtvaardigt, kiest het vertegenwoordigingsorgaan uit zijn midden een beperkt comité met ten hoogste drie leden.

Het reglement van orde van het vertegenwoordigingsorgaan kan regels vaststellen voor de geografische verdeling van de mandaten in het beperkte comité.

Afdeling VIII. — Vergaderingen

Art. 49. Voor elke vergadering met het bevoegde orgaan van de SCE heeft het vertegenwoordigingsorgaan of het beperkte comité, zo nodig uitgebreid overeenkomstig artikel 52, § 4, het recht te vergaderen zonder dat daarbij vertegenwoordigers van het bevoegde orgaan aanwezig zijn.

Onderafdeling I. — Jaarlijkse vergaderingen

Art. 50. Het vertegenwoordigingsorgaan heeft het recht geïnformeerd en geraadpleegd te worden en te dien einde ten minste eenmaal per jaar te vergaderen met het bevoegde orgaan van de SCE op basis van door het bevoegde orgaan op gezette tijden opgestelde verslagen over de gang van zaken bij de SCE en de desbetreffende vooruitzichten. De plaatselijke leiding wordt daarvan in kennis gesteld.

Het bevoegde orgaan van de SCE verstrekt het vertegenwoordigingsorgaan de agenda van de vergaderingen van het bestuursorgaan of, in voorkomend geval, van het leidinggevend en het toezichhoudend orgaan, met afschriften van alle documenten die aan de algemene vergadering van haar leden worden voorgelegd.

Het samenwerkingsprotocol bedoeld in artikel 68, bepaalt binnen welke termijn en op welke wijze het verslag, de agenda en de afschriften van documenten, bedoeld in de tweede alinea, aan de leden van het vertegenwoordigingsorgaan worden bezorgd.

Art. 51. La réunion porte notamment sur la structure, la situation économique et financière, l'évolution probable des activités, de la production et des ventes, les actions touchant à la responsabilité sociale des entreprises, la situation et l'évolution probable de l'emploi, les investissements, les changements substantiels concernant l'organisation, l'introduction de nouvelles méthodes de travail ou de nouveaux procédés de production, les transferts de production, les fusions, les réductions de capacité ou les fermetures d'entreprises, d'établissements ou de parties importantes de ceux-ci et les licenciements collectifs.

Sous-section II. — Réunions lors de circonstances exceptionnelles

Art. 52. § 1^{er}. Lorsque des circonstances exceptionnelles interviennent qui affectent considérablement les intérêts des travailleurs, notamment en cas de délocalisation, de transferts, de fermeture d'entreprises ou d'établissements ou de licenciements collectifs, l'organe de représentation a le droit d'en être informé. L'organe de représentation ou, s'il en décide ainsi, notamment pour des raisons d'urgence, le comité restreint, a le droit de rencontrer, à sa demande, l'organe compétent de la SCE ou tout autre niveau de direction plus approprié au sein de la SCE ayant la compétence de prendre des décisions propres, afin d'être informé et consulté sur les mesures affectant considérablement les intérêts des travailleurs.

§ 2. Lorsque l'organe compétent décide de ne pas suivre l'avis exprimé par l'organe de représentation, ce dernier a le droit de rencontrer à nouveau l'organe compétent de la SCE pour tenter de parvenir à un accord.

§ 3. Le protocole de collaboration visé à l'article 68 prévoit les modalités de la convocation des réunions spéciales.

§ 4. A la réunion organisée avec le comité restreint, ont aussi le droit de participer les membres de l'organe de représentation qui représentent les travailleurs directement concernés par les mesures visées au § 1^{er}.

§ 5. Les réunions d'information et de consultation visées aux § 1^{er} et § 2 s'effectuent dans les meilleurs délais conformément à l'article 3, § 7, 2^o.

§ 6. Ces réunions d'information et de consultation s'effectuent sur la base d'un rapport écrit établi par l'organe compétent ou par tout autre niveau de direction approprié de la SCE, sur lequel un avis peut être émis à l'issue de ces réunions ou dans un délai raisonnable.

§ 7. Ces réunions ne portent pas atteinte aux prérogatives de l'organe compétent.

Section IX. — Information sur la teneur et les résultats des procédures d'information et de consultation

Art. 53. Les membres-travailleurs de l'organe de représentation informent les représentants des travailleurs de la SCE et de ses filiales ou établissements de la teneur et des résultats des procédures d'information et de consultation.

Section X. — Fonctionnement de l'organe de représentation

Art. 54. L'organe de représentation adopte son règlement d'ordre intérieur.

Art. 55. L'organe de représentation et le comité restreint peuvent être assistés par des experts de leur choix.

Le protocole de collaboration visé à l'article 68 règle les modalités pratiques de la présence des experts aux réunions de l'organe de représentation et du comité restreint.

La prise en charge financière par l'organe compétent de la SCE est limitée à un seul expert.

Art. 56. Dans la mesure où cela est nécessaire pour l'accomplissement de leurs tâches, les membres de l'organe de représentation ont droit à un congé de formation sans perte de salaire.

Art. 57. Les dépenses de l'organe de représentation sont supportées par la SCE, qui dote les membres de l'organe des ressources financières et matérielles nécessaires pour leur permettre de s'acquitter de leur mission d'une manière appropriée.

En particulier, la SCE prend en charge, sauf s'il en a été convenu autrement, les frais d'organisation des réunions et d'interprétation, ainsi que les frais de séjour et de déplacement des membres de l'organe de représentation et du comité restreint.

Art. 51. De vergadering heeft met name betrekking op de structuur, de economische en financiële situatie, de waarschijnlijke ontwikkeling van het bedrijf en van de productie en de omzet, initiatieven met betrekking tot maatschappelijk verantwoord ondernemen, de situatie en waarschijnlijke ontwikkeling van de werkgelegenheid, investeringen, ingrijpende wijzigingen in de organisatie, de invoering van nieuwe werkmethode van productieprocessen, verplaatsingen van de productie, fusies, afslankingen of sluitingen van ondernemingen, vestigingen of belangrijke delen daarvan, en collectieve ontslagen.

Onderafdeling II. — Vergaderingen in geval van buitengewone omstandigheden

Art. 52. § 1. Wanneer buitengewone omstandigheden aanzienlijke gevolgen hebben voor de belangen van de werknemers, met name in het geval van verhuizingen, verplaatsingen, sluiting van vestigingen of ondernemingen of collectieve ontslagen, heeft het vertegenwoordigingsorgaan het recht geïnformeerd te worden. Het vertegenwoordigingsorgaan of, indien het daar met name om spoedeisende redenen toe besluit, het beperkte comité, heeft het recht op eigen verzoek het bevoegde orgaan van de SCE, of een passender niveau van de leiding met eigen beslissingsbevoegdheden binnen de SCE, te ontmoeten om geïnformeerd en geraadpleegd te worden over maatregelen die aanzienlijke gevolgen hebben voor de belangen van de werknemers.

§ 2. Indien het bevoegde orgaan besluit om het advies van het vertegenwoordigingsorgaan niet te volgen, heeft het vertegenwoordigingsorgaan recht op een tweede vergadering met het bevoegde orgaan van de SCE om te trachten tot overeenstemming te komen.

§ 3. Het samenwerkingsprotocol bedoeld in artikel 68, bepaalt de nadere regels voor het beleggen van speciale vergaderingen.

§ 4. Wordt met het beperkte comité een vergadering georganiseerd, dan zijn de leden van het vertegenwoordigingsorgaan die werknemers vertegenwoordigen op wie de maatregelen bedoeld in § 1 rechtstreeks betrekking hebben, eveneens gerechtigd daaraan deel te nemen.

§ 5. De informatie- en raadplegingsvergaderingen bedoeld in § 1 en § 2, vinden zo spoedig mogelijk plaats overeenkomstig artikel 3, § 7, 2^o.

§ 6. Deze informatie- en raadplegingsvergaderingen vinden plaats op basis van een schriftelijk verslag opgemaakt door het bevoegde orgaan of elk ander passend niveau van de leiding van de SCE, waarover na afloop van die vergaderingen of binnen een redelijke termijn een advies kan worden uitgebracht.

§ 7. Die vergaderingen laten de rechten van het bevoegde orgaan onverlet.

Afdeling IX. — Informatie over de inhoud en de resultaten van de informatie- en raadplegingsprocedures

Art. 53. De leden-werknemers van het vertegenwoordigingsorgaan stellen de vertegenwoordigers van de werknemers van de SCE en van haar dochterondernemingen of vestigingen op de hoogte van de inhoud en het resultaat van de informatie- en raadplegingsprocedures.

Afdeling X. — Werking van het vertegenwoordigingsorgaan

Art. 54. Het vertegenwoordigingsorgaan stelt zijn reglement van orde vast.

Art. 55. Het vertegenwoordigingsorgaan en het beperkte comité kunnen zich laten bijstaan door deskundigen van hun keuze.

Het samenwerkingsprotocol bedoeld in artikel 68, stelt de praktische regels vast voor de aanwezigheid van deskundigen op de vergaderingen van het vertegenwoordigingsorgaan en het beperkte comité.

De kostenvergoeding van het bevoegde orgaan van de SCE is beperkt tot slechts één deskundige.

Art. 56. Voor zover dit voor het verrichten van hun taken noodzakelijk is, zijn de leden van het vertegenwoordigingsorgaan gerechtigd om, zonder salarisderiving, afwezig te zijn voor opleidingsdoelinden.

Art. 57. De kosten van het vertegenwoordigingsorgaan worden gedragen door de SCE, die de leden van het orgaan de financiële en materiële middelen verschafft die nodig zijn om hun opdracht naar behoren te vervullen.

Tenzij anders wordt overeengekomen, komen met name de kosten in verband met de organisatie van de vergaderingen en de vertolking alsmede de reis- en verblijfkosten van de leden van het vertegenwoordigingsorgaan en van het beperkte comité ten laste van de SCE.

Section XI. — Dispositions de référence pour la participation

Sous-section I^{re}. — SCE constituée par transformation

Art. 58. Dans le cas d'une SCE constituée par transformation, si les règles d'un Etat membre relatives à la participation des travailleurs dans l'organe d'administration ou de surveillance s'appliquaient avant l'immatriculation, tous les éléments de la participation des travailleurs continuent à s'appliquer à la SCE.

Les dispositions de la sous-section II s'appliquent à cette fin par analogie.

Sous-section II. — Autres cas de constitution d'une SCE

Art. 59. Dans les autres cas de constitution d'une SCE, les travailleurs de la SCE, de ses filiales ou établissements et/ou leur organe de représentation ont le droit d'élire, de désigner, de recommander ou de s'opposer à la désignation d'un nombre de membres de l'organe de surveillance ou d'administration de la SCE égal à la plus élevée des proportions en vigueur dans les entités juridiques participantes concernées avant l'immatriculation de la SCE.

Art. 60. Si aucune des entités juridiques participantes n'était régie par des règles de participation avant l'immatriculation de la SCE, cette dernière n'est pas tenue d'instaurer des dispositions en matière de participation des travailleurs.

Art. 61. § 1^{er}. L'organe de représentation décide de la répartition des sièges au sein de l'organe de surveillance ou d'administration entre les membres représentant les travailleurs des différents Etats membres ou de la façon dont les travailleurs de la SCE peuvent recommander la désignation des membres de ces organes ou s'y opposer.

§ 2. La répartition des sièges s'effectue en fonction de la proportion des travailleurs de la SCE occupés par la SCE et ses filiales ou établissements dans chaque Etat membre.

§ 3. Si la répartition des sièges ne permet pas de représenter les travailleurs d'un ou plusieurs Etats membres, un des sièges leur sera néanmoins alloué par l'organe de représentation, d'abord à l'Etat du siège de la SCE, ensuite si cet Etat est déjà représenté, à celui des autres Etats membres, non encore représentés, qui compte le plus grand nombre de travailleurs.

§ 4. Lorsqu'il y a lieu à application du § 3, la réattribution du siège s'effectue selon l'une des trois modalités suivantes :

1° le siège réattribué sera un des sièges attribués initialement à l'Etat membre en comptant le plus;

ou

2° il convient de procéder à la répartition proportionnelle de tous les sièges moins un. Le siège ainsi réservé est réattribué;

ou

3° le règlement d'ordre intérieur de l'organe de représentation fixe les règles à suivre afin de déterminer le siège à réattribuer.

Art. 62. Les membres-travailleurs de l'organe de surveillance ou d'administration occupés en Belgique sont désignés ou élus conformément à l'article 42 de la présente convention.

Art. 63. Afin d'assurer la continuité au sein de l'organe de surveillance ou d'administration en cas de décès, d'incapacité de travail prolongée, de maternité, de départ de l'entité juridique participante ou de la filiale ou de l'établissement concerné, de démission du membre, ou de perte du mandat national qui constitue la base de la désignation ou de l'élection en tant que membre de l'organe d'administration ou de surveillance, une liste de réserve est constituée.

Les membres figurant dans cette liste de réserve sont désignés selon la même procédure que les membres de l'organe de surveillance ou d'administration.

Cette liste est composée d'un remplaçant par mandat.

Art. 64. Tout membre de l'organe de surveillance ou d'administration de la SCE qui a été élu, désigné ou recommandé par l'organe de représentation ou élu ou désigné par les représentants des travailleurs ou par les travailleurs en est membre de plein droit, avec les mêmes droits et obligations que les membres représentant les membres de la coopérative, y compris le droit de vote.

Afdeling XI. — Referentievoorschriften voor medezeggenschap

Onderafdeling I. — SCE opgericht door omzetting

Art. 58. Indien in het geval van een SCE opgericht door omzetting de regels van een lidstaat betreffende de medezeggenschap van de werknemers in het toezichthoudend of het bestuursorgaan vóór de inschrijving van toepassing waren, blijven alle elementen van de werknemersmedezeggenschap op de SCE van toepassing.

Daartoe zijn de bepalingen van onderafdeling II van overeenkomstige toepassing.

Onderafdeling II. — Andere gevallen van oprichting van een SCE

Art. 59. In de andere gevallen van oprichting van een SCE hebben de werknemers van de SCE en van haar dochterondernemingen of vestigingen en/of hun vertegenwoordigingsorgaan het recht om leden van het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de SCE te kiezen of te benoemen, of om met betrekking tot die benoeming aanbevelingen te doen of bezwaar te maken, voor een aantal dat gelijk is aan het hoogste van de aantallen dat vóór de inschrijving van de SCE in de betrokken deelnemende juridische lichamen van toepassing was.

Art. 60. Indien er vóór de inschrijving van de SCE voor geen van de deelnemende juridische lichamen medezeggenschapsregels golden, hoeft de SCE geen voorschriften voor medezeggenschap van de werknemers in te voeren.

Art. 61. § 1. Het vertegenwoordigingsorgaan besluit over de verdeling van de zetels in het toezichthoudend of het bestuursorgaan onder de leden die de werknemers van de onderscheiden lidstaten vertegenwoordigen, of over de wijze waarop de werknemers van de SCE met betrekking tot de benoeming van de leden van het toezichthoudend of het bestuursorgaan aanbevelingen kunnen doen of bezwaar kunnen maken.

§ 2. De zetels worden verdeeld naar verhouding van het aantal werknemers dat in elke lidstaat in dienst is van de SCE, haar dochterondernemingen of vestigingen.

§ 3. Indien de verdeling van de zetels meebrengt dat de werknemers van een of meer lidstaten niet vertegenwoordigd worden, wijst het vertegenwoordigingsorgaan deze lidstaten toch een zetel toe, eerst aan de staat waar de SCE haar zetel heeft en vervolgens, indien die staat al vertegenwoordigd is, aan de lidstaat onder de andere nog niet vertegenwoordigde lidstaten, waarin het grootst aantal werknemers in dienst is.

§ 4. Bij toepassing van § 3 wordt de zetel opnieuw toegewezen op één van de volgende drie manieren :

1° De zetel die opnieuw wordt toegewezen, is een van de zetels die aanvankelijk waren toegewezen aan de lidstaat met de meeste zetels.

of

2° Alle zetels, op één na, dienen naar verhouding verdeeld te worden. De aldus gereserveerde zetel wordt opnieuw toegewezen.

of

3° Het reglement van orde van het vertegenwoordigingsorgaan legt de te volgen regels vast om te bepalen welke zetel opnieuw moet worden toegewezen.

Art. 62. De in België tewerkgestelde leden-werknemers van het toezichthoudend of het bestuursorgaan worden aangewezen of verkozen overeenkomstig artikel 42 van deze overeenkomst.

Art. 63. Er wordt een reservelijst samengesteld om te zorgen voor continuïteit binnen het toezichthoudend of bestuursorgaan in geval van overlijden, arbeidsongeschiktheid van langere duur, moederschap, vertrek uit het deelnemende juridische lichaam of de betrokken dochteronderneming of vestiging, ontslag van het lid of verlies van het nationaal mandaat op basis waarvan de aanwijzing of de verkiezing als lid van het toezichthoudend of het bestuursorgaan heeft plaatsgehad.

De personen op die reservelijst worden aangewezen volgens dezelfde procedure als de leden van het toezichthoudend of het bestuursorgaan.

Die lijst omvat een vervanger per mandaat.

Art. 64. Elk lid van het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de SCE dat door het vertegenwoordigingsorgaan is gekozen, benoemd of aanbevolen dan wel door de werknemersvertegenwoordigers of de werknemers is gekozen of benoemd, is van rechtswege lid met dezelfde rechten en plichten als de leden die de leden van de coöperatie vertegenwoordigen, inclusief het stemrecht.

CHAPITRE X. — *Dispositions diverses*

Section I^{re}. — Fonctionnement de l'organe de représentation et de la procédure d'information et de consultation des travailleurs

Art. 65. L'organe compétent de la SCE situé en Belgique et l'organe de représentation travaillent dans un esprit de coopération dans le respect de leurs droits et obligations réciproques.

Il en va de même pour la coopération entre l'organe compétent de la SCE situé en Belgique et les membres de l'organe de représentation dans le cadre d'une procédure d'information et de consultation des travailleurs.

Section II. — Moyens à consentir aux membres de l'organe de représentation et aux représentants des travailleurs, occupés en Belgique, des filiales ou établissements de la SCE

Art. 66. Le temps et les moyens nécessaires doivent être accordés aux membres de l'organe de représentation et aux représentants des travailleurs de l'ensemble des unités techniques d'exploitation situées en Belgique, qui ressortissent au champ d'application de l'organe de représentation, pour permettre aux membres de l'organe de représentation d'informer les représentants des travailleurs de l'ensemble des unités techniques d'exploitation sur la teneur et les résultats de la procédure d'information et de consultation se déroulant au sein de l'organe de représentation.

Section III. — Statut

Art. 67. Les membres du groupe spécial de négociation, les membres de l'organe de représentation, les représentants des travailleurs exerçant leurs fonctions dans le cadre de la procédure visée à l'article 24, les représentants des travailleurs siégeant dans l'organe de surveillance ou d'administration d'une SCE et les représentants des travailleurs participant à l'assemblée générale ou, le cas échéant, aux assemblées de section ou de branche, occupés en Belgique, bénéficient dans l'exercice de leurs fonctions, des mêmes droits et de la même protection que les membres représentant les travailleurs au conseil d'entreprise, en particulier en ce qui concerne la participation aux réunions et aux éventuelles réunions préparatoires et le paiement de leur salaire pendant la durée d'absence nécessaire à l'exercice de leurs fonctions.

Section IV. — Protocole de collaboration

Art. 68. Pour la bonne organisation des réunions d'information et de consultation, l'organe compétent de la SCE situé en Belgique et, respectivement, l'organe de représentation et le comité restreint doivent régler notamment les points suivants dans un protocole de collaboration : la présidence, le secrétariat et l'agenda des réunions, la convocation des réunions spéciales, la transmission des rapports, les changements de structure ou de dimension de la SCE, la présence d'experts aux réunions, les règles budgétaires, la formation, la traduction et l'interprétation.

CHAPITRE XI. — *Dispositions finales*

Art. 69. La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle entre en vigueur le 30 novembre 2006.

Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit en indiquer les motifs et déposer des propositions d'amendements que les autres organisations s'engagent à discuter au sein du Conseil national du Travail dans le délai d'un mois de leur réception.

Fait à Bruxelles, le trente janvier deux mille sept.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 16 mars 2007.

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

HOOFDSTUK X. — *Diverse bepalingen*

Afdeling I. — Werking van het vertegenwoordigingsorgaan en van de procedure ter informatie en raadpleging van de werknemers

Art. 65. Het in België gelegen bevoegde orgaan van de SCE en het vertegenwoordigingsorgaan werken in een geest van samenwerking en met inachtneming van hun wederzijdse rechten en verplichtingen.

Hetzelfde geldt voor de samenwerking tussen het in België gelegen bevoegde orgaan van de SCE en de leden van het vertegenwoordigingsorgaan in het kader van een procedure ter informatie en raadpleging van de werknemers.

Afdeling II. — Middelen die moeten worden verschaft aan de in België tewerkgestelde leden van het vertegenwoordigingsorgaan en werknemersvertegenwoordigers van de dochterondernemingen of vestigingen van de SCE

Art. 66. De leden van het vertegenwoordigingsorgaan en de werknemersvertegenwoordigers van alle in België gelegen technische bedrijfseenheden die onder het toepassingsgebied van het vertegenwoordigingsorgaan vallen, moeten over de nodige tijd en middelen kunnen beschikken zodat de leden van het vertegenwoordigingsorgaan en werknemersvertegenwoordigers van alle technische bedrijfseenheden in kennis kunnen stellen van de inhoud en de resultaten van de informatie- en raadplegingsprocedure binnen het vertegenwoordigingsorgaan.

Afdeling III. — Statuut

Art. 67. De in België tewerkgestelde leden van de bijzondere onderhandelingsgroep, leden van het vertegenwoordigingsorgaan, werknemersvertegenwoordigers die hun taken verrichten in het kader van de procedure bedoeld in artikel 24, werknemersvertegenwoordigers die zitting hebben in het toezichthoudend of het bestuursorgaan van een SCE en werknemersvertegenwoordigers die deelnemen aan de algemene vergadering of, in voorkomend geval, aan de sector- of afdelingsvergaderingen genieten bij het verrichten van hun taak dezelfde rechten en bescherming als de leden die de werknemers in de ondernemingsraad vertegenwoordigen, in het bijzonder wat betreft de deelneming aan de vergaderingen en eventuele voorbereidende vergaderingen en de betaling van hun loon voor de duur dat zij afwezig moeten zijn om hun taak te verrichten.

Afdeling IV. — Samenwerkingsprotocol

Art. 68. Voor de goede organisatie van de informatie- en raadplegingsvergaderingen moeten het in België gelegen bevoegde orgaan van de SCE en respectievelijk het vertegenwoordigingsorgaan en het beperkte comité, met name de volgende punten in een samenwerkingsprotocol regelen : het voorzitterschap, het secretariaat en de agenda van de vergaderingen, het bijeenroepen van speciale vergaderingen, de toezending van de verslagen, de veranderingen in de structuur of de omvang van de SCE, de aanwezigheid van deskundigen op de vergaderingen, de budgettaire voorschriften, de opleiding, de vertaling en de vertolking.

HOOFDSTUK XI. — *Slotbepalingen*

Art. 69. Deze overeenkomst is gesloten voor onbepaalde tijd. Zij heeft uitwerking met ingang van 30 november 2006.

Zij kan op verzoek van de meest gerede ondertekenende partij worden herzien of opgezegd, met inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden.

De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet de redenen ervan aangeven en amendementsvoorstellen indienen; de andere organisaties verbinden er zich toe deze binnen een maand na ontvangst ervan in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gedaan te Brussel, op dertig januari tweeduizend en zeven.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 16 maart 2007.

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

Annexe

Article 9. Exemples pratiques

I. Exemple 1 - Les coopératives A à F fusionnent en une société coopérative européenne et elles sont situées dans quatre Etats différents.

A. Calcul du nombre de membres "ordinaires" du GSN

Les coopératives A à F fusionnent. Ces coopératives comptent au total 7 000 travailleurs. Pour chaque tranche de 10 % (700) ou une fraction de celle-ci, un siège est attribué par Etat membre.

Pays	Nombre travailleurs	Nombre travailleurs	Nombre travailleurs Total par pays	% par rapport au total travailleur	Mandats
Belgique	Coopérative A : 120	-	120	1,7 %	1 mandat
France	Coopérative B : 500	Coopérative C : 1.000	1.500	21,4 %	3 mandats
Espagne	Coopérative D : 5.000	Coopérative E : 320	5.320	76 %	8 mandats
Luxembourg	-	Coopérative F : 60	60	0,86 %	1 mandat
			7.000		13 mandats

Land	Aantal werknemers	Aantal werknemers	Totale aantal werknemers per land	% van het totale aantal werknemers	Mandaten
België	Coöperatie A : 120	-	120	1,7 %	1 mandaat
Frankrijk	Coöperatie B : 500	Coöperatie C : 1.000	1.500	21,4 %	3 mandaten
Spanje	Coöperatie D : 5.000	Coöperatie E : 320	5.320	76 %	8 mandaten
Luxemburg	-	Coöperatie F : 60	60	0,86 %	1 mandaat
			7.000		13 mandaten

B. Calcul du nombre de mandats supplémentaires

1. Principe - Dans chaque Etat membre : un mandat par entité juridique participante qui cessera d'exister juridiquement.

Pays	Nombre mandats par pays	Nombre mandats par pays	Total mandats par pays
Belgique	Coopérative A : 1	0	1
France	Coopérative B : 1	Coopérative C : 1	2
Espagne	Coopérative D : 1	Coopérative E : 1	2
Luxembourg	0	Coopérative F : 1	1
			6 mandats

Land	Aantal mandaten per land	Aantal mandaten per land	Totale aantal mandaten per land
België	Coöperatie A : 1	0	1
Frankrijk	Coöperatie B : 1	Coöperatie C : 1	2
Spanje	Coöperatie D : 1	Coöperatie E : 1	2
Luxemburg	0	Coöperatie F : 1	1
			6 mandaten

2. Application des règles de non cumul et de réduction

Variante 1.

a. Pas de représentation directe ni de double représentation

- en Belgique, le membre "ordinaire" au GSN est un représentant du personnel de la coopérative A : pas de mandat supplémentaire pour la Belgique (règle de représentation directe);

- en France, un représentant "ordinaire" au GSN est un "permanent" du secteur concerné (coopérative B) et le second est un représentant d'une filiale de la coopérative C : un seul mandat supplémentaire car pour la coopérative B il y a double représentation, le "permanent" étant censé représenter les travailleurs de cette coopérative B;

Bijlage

Artikel 9. Praktische voorbeelden

I. Voorbeeld 1 - De coöperaties A tot F gaan samen in een Europese coöperatieve vennootschap en zijn in vier verschillende lidstaten gelegen

A. Berekening van het aantal "gewone" leden van de bijzondere onderhandelingsgroep (BOG)

De coöperaties A tot F gaan een fusie aan. Ze stellen in totaal 7.000 werknemers tewerk. Voor elke 10 % van de werknemers (700) of een deel daarvan wordt per lidstaat een mandaat toegewezen.

B. Berekening van het aantal extra mandaten

1. Beginsel - In elke lidstaat : een mandaat per deelnemend juridisch lichaam dat ophoudt als afzonderlijk juridisch lichaam te bestaan

2. Toepassing van de regels inzake niet-cumulatie en vermindering

Variant 1.

a. Geen directe vertegenwoordiger of dubbele vertegenwoordiging

- In België is het "gewone" lid van de BOG een vertegenwoordiger van het personeel van coöperatie A : geen extra mandaat voor België (regel van de directe vertegenwoordiging).

- In Frankrijk is een "gewone" vertegenwoordiger in de BOG een "vrijgestelde" van de betrokken sector (coöperatie B) terwijl de tweede een vertegenwoordiger is van een dochteronderneming van coöperatie C : één extra mandaat omdat er voor coöperatie B dubbele vertegenwoordiging is daar de "vrijgestelde" wordt verondersteld de werknemers van coöperatie B te vertegenwoordigen.

- en Espagne les deux représentants "ordinaires" au GSN ont un mandat au sein de chacune des deux coopératives participantes D et E : suivant la règle de représentation directe, l'Espagne n'a pas de mandat supplémentaire;

- au Luxembourg, le représentant "ordinaire" au GSN est également un "permanent" du secteur : la règle de double représentation s'applique et il n'y a pas de mandat supplémentaire.

Au total : seul un mandat supplémentaire serait accordé à la coopérative C.

b. Pas d'augmentation de plus de 20 % du nombre de mandats par rapport au nombre de mandats "ordinaires"

Le GSN compte 13 membres "ordinaires". Ne peuvent donc être attribués que 3 mandats supplémentaires. Ici, suite à l'application des règles qui précèdent, seul un siège supplémentaire peut être attribué. Il n'y a donc pas application de la règle de réduction des mandats supplémentaires.

Variante 2.

a. Pas de représentant direct ni de double représentation :

- en Belgique, le membre "ordinaire" au GSN est un représentant du personnel d'une filiale de la coopérative A : un mandat supplémentaire est accordé à la Belgique;

- en France et en Espagne, les deux membres "ordinaires" au GSN sont également des représentants du personnel d'une filiale des coopératives B et C et d'une filiale des coopératives D et E : deux mandats supplémentaires sont octroyés à la France et deux mandats supplémentaires à l'Espagne;

- au Luxembourg, le membre "ordinaire" au GSN est un "permanent" du secteur. La règle de double représentation s'applique et le Luxembourg n'a pas de mandat supplémentaire.

Au total, cinq mandats supplémentaires devraient en principe être attribués.

b. Pas d'augmentation de plus de 20 % du nombre de mandats par rapport au nombre de mandats "ordinaires"

En application des règles de non cumul explicitées au point a. ci-dessus cinq mandats supplémentaires devraient être attribués.

Or, comme le GSN compte 13 membres "ordinaires", ne peuvent être attribués que 3 mandats supplémentaires.

Les mandats supplémentaires sont attribués "à des entités juridiques d'Etats membres différents selon l'ordre décroissant du nombre de travailleurs qu'elles emploient".

Par conséquent :

- en Espagne, la coopérative D compte 5 000 travailleurs et celle-ci a droit au premier mandat;

- en France, la coopérative C a 1 000 travailleurs et cette dernière a droit au deuxième mandat;

- en Belgique, la coopérative A ne compte que 120 travailleurs (alors que la coopérative B occupe 500 travailleurs en France, mais la directive prévoit l'attribution des mandats supplémentaires à des coopératives d'Etats membres différents) et elle obtient le troisième mandat supplémentaire.

II. Exemple 2 - Les coopératives A à R fusionnent en une société coopérative européenne et elles sont situées dans trois Etats différents

A. Calcul du nombre de membres "ordinaires" du GSN

Pays	Nombre de travailleurs	Nombre de travailleurs	Nombre de travailleurs	Nombre de travailleurs	Nombre de travailleurs	Nombre de travailleurs	Nombre de travailleurs total	% par rapport nombre total travailleurs	Mandats
Belgique	Coopérative A 1.000	Coopérative B 900	Coopérative C 800	Coopérative D 600	Coopérative E 500	Coopérative F 500	4.300	7,4 % : 1 mandat	
France	Coopérative G 10.000	Coopérative H 900	Coopérative I 800	Coopérative J 7.000	Coopérative K 6.000	Coopérative L 5.000	29.700	51,2 % : 6 mandats	
Royaume-Uni	Coopérative M 4.000	Coopérative N 3.000	Coopérative O 2.000	Coopérative P 1.000	Coopérative Q 5.000	Coopérative R 9.000	24.000	47,37 % : 5 mandats	
							58.000	12 mandats	

- In Spanje hebben de twee "gewone" vertegenwoordigers in de BOG een mandaat in elk van de twee deelnemende coöperaties D en E : volgens de regel van de directe vertegenwoordiging, heeft Spanje geen extra mandaat.

- In Luxemburg is de "gewone" vertegenwoordiger in de BOG eveneens een "vrijgestelde" van de sector : de regel van de dubbele vertegenwoordiging geldt en er is geen extra mandaat.

In totaal zou maar één extra mandaat toegewezen worden aan coöperatie C.

b. Geen verhoging met meer dan 20 % van het aantal mandaten vergeleken met het aantal "gewone" mandaten"

De BOG telt 13 "gewone" leden. Er kunnen dus slechts 3 extra mandaten worden toegewezen. Hier kan, op grond van de toepassing van de voorgaande regels, maar één extra mandaat toegewezen worden. De regel inzake vermindering van het aantal extra mandaten wordt hier dus niet toegepast.

Variante 2.

a. Geen directe vertegenwoordiger of dubbele vertegenwoordiging

- In België is het "gewone" lid van de BOG een vertegenwoordiger van het personeel van een dochteronderneming van coöperatie A : er wordt één extra mandaat toegewezen aan België.

- In Frankrijk en Spanje zijn de twee "gewone" leden van de BOG ook vertegenwoordigers van het personeel van een dochteronderneming van de coöperaties B en C en van een dochteronderneming van de coöperaties D en E : er worden twee extra mandaten toegewezen aan Frankrijk en twee extra mandaten aan Spanje.

- In Luxemburg is het "gewone" lid van de BOG een "vrijgestelde" van de sector. De regel van de dubbele vertegenwoordiging geldt en Luxemburg heeft geen extra mandaat.

In totaal zouden in beginsel vijf extra mandaten toegewezen moeten worden.

b. Geen verhoging met meer dan 20 % van het aantal mandaten vergeleken met het aantal "gewone" mandaten"

Op grond van de regels inzake niet-cumulatie, uitgelegd in punt a. hierboven, zouden vijf extra mandaten toegewezen moeten worden.

Aangezien de BOG echter 13 "gewone" leden telt, kunnen slechts 3 extra mandaten toegewezen worden.

De extra mandaten worden "aan de juridische lichamen in verschillende lidstaten toegekend in dalende volgorde van het aantal werknemers in die juridische lichamen".

Dat geeft het volgende resultaat :

- coöperatie D in Spanje heeft 5 000 werknemers en heeft recht op het eerste mandaat;

- coöperatie C in Frankrijk heeft 1 000 werknemers en heeft recht op het tweede mandaat;

- coöperatie A in België heeft 120 werknemers (terwijl coöperatie B in Frankrijk 500 werknemers tewerkstelt, maar de richtlijn bepaalt dat extra mandaten worden toegekend aan coöperaties in verschillende lidstaten) en krijgt het derde extra mandaat.

II. Voorbeeld 2. De coöperaties A tot R gaan samen in een Europese coöperatieve vennootschap en zijn in drie verschillende lidstaten gelegen

A. Berekening van het aantal "gewone" leden" van de BOG

Land	Aantal werknemers	Aantal werknemers	Aantal werknemers	Aantal werknemers	Aantal werknemers	Aantal werknemers	Totale aantal werknemers	% van het totale aantal werknemers	Mandaten
België	Coöperatie A 1.000	Coöperatie B 900	Coöperatie C 800	Coöperatie D 600	Coöperatie E 500	Coöperatie F 500	4.300	7,4 %	1 mandaat
Frankrijk	Coöperatie G 10.000	Coöperatie H 900	Coöperatie I 800	Coöperatie J 7.000	Coöperatie K 6.000	Coöperatie L 5.000	29.700	51,2 %	6 mandaten
Verenigd Koninkrijk	Coöperatie M 4.000	Coöperatie N 3.000	Coöperatie O 2.000	Coöperatie P 1.000	Coöperatie Q 5.000	Coöperatie R 9.000	24.000	47,37 %	5 mandaten
							58.000		12 mandaten

B. Calcul du nombre de mandats supplémentaires

1. Principe - Dans chaque Etat membre : un mandat par entité juridique participante

B. Berekening van het aantal extra mandaten

1. Beginsel - In elke lidstaat : een mandaat per deelnemend juridisch lichaam

Pays	Nombre mandats	Nombre mandats	Nombre mandats	Nombre mandats	Nombre mandats	Nombre mandats	Total mandats par pays
Belgique	Coopérative A : 1	Coopérative B : 1	Coopérative C : 1	Coopérative D : 1	Coopérative E : 1	Coopérative F : 1	6
France	Coopérative G : 1	Coopérative H : 1	Coopérative I : 1	Coopérative J : 1	Coopérative K : 1	Coopérative L : 1	6
Royaume-Uni	Coopérative M : 1	Coopérative N : 1	Coopérative O : 1	Coopérative P : 1	Coopérative Q : 1	Coopérative R : 1	6
							18 mandats

Land	Aantal mandaten	Aantal mandaten	Aantal mandaten	Aantal mandaten	Aantal mandaten	Aantal mandaten	Totale aantal mandaten per land
België	Coöperatie A : 1	Coöperatie B : 1	Coöperatie C : 1	Coöperatie D : 1	Coöperatie E : 1	Coöperatie F : 1	6
Frankrijk	Coöperatie G : 1	Coöperatie H : 1	Coöperatie I : 1	Coöperatie J : 1	Coöperatie K : 1	Coöperatie L : 1	6
Verenigd Koninkrijk	Coöperatie M : 1	Coöperatie N : 1	Coöperatie O : 1	Coöperatie P : 1	Coöperatie Q : 1	Coöperatie R : 1	6
							18 mandaten

2. Application des règles de non cumul et de réduction

Variante 1.

a. Pas de représentation directe ni de double représentation

- en Belgique, le représentant "ordinaire" au GSN est un représentant du personnel de la coopérative A : la coopérative A "perd" donc son droit à un membre supplémentaire : reste pour la Belgique, la possibilité d'avoir cinq mandats supplémentaires;

- en France, deux des six mandats "ordinaires" sont occupés par des représentants du secteur concerné (pour les coopératives H et I), la coopérative G est représentée par l'un des représentants du personnel de cette coopérative, de même que les coopératives J, K et L : la France n'a donc pas de mandat supplémentaire;

- au Royaume-Uni, l'ensemble des membres "ordinaires" au GSN sont des délégués syndicaux du secteur concerné : le Royaume-Uni n'a donc pas de mandat supplémentaire.

Au total : cinq mandats supplémentaires seraient attribués.

b. Pas d'augmentation de plus de 20 % du nombre de mandats par rapport au nombre de mandats "ordinaires"

Le GSN compte 12 membres "ordinaires" soit une possibilité de 2 mandats supplémentaires. Seule la Belgique peut attribuer des mandats supplémentaires (il n'y a pas "d'Etats membres différents"), mais au lieu des cinq mandats résultant de l'application des règles qui précèdent, seuls deux seront effectivement accordés.

2. Toepassing van de regels inzake niet-cumulatie en vermindering

Variant 1.

a. Geen directe vertegenwoordiger of dubbele vertegenwoordiging

- In België is de "gewone" vertegenwoordiger in de BOG een vertegenwoordiger van het personeel van coöperatie A : coöperatie A "verliest" dus haar recht op een extra lid; België kan bijgevolg vijf extra mandaten hebben.

- In Frankrijk worden twee van de zes "gewone" mandaten ingenomen door vertegenwoordigers van de betrokken sector (voor de coöperaties H en I); coöperatie G wordt vertegenwoordigd door een van de vertegenwoordigers van het personeel van die coöperatie net als de coöperaties J, K en L : Frankrijk heeft dus geen extra mandaat.

- In Frankrijk worden twee van de zes "gewone" mandaten ingenomen door vertegenwoordigers van de betrokken sector (voor de coöperaties H en I); coöperatie G wordt vertegenwoordigd door een van de vertegenwoordigers van het personeel van die coöperatie net als de coöperaties J, K en L : Frankrijk heeft dus geen extra mandaat.

In totaal zouden vijf extra mandaten worden toegewezen.

b. Geen verhoging met meer dan 20 % van het aantal mandaten vergeleken met het aantal "gewone" mandaten"

De BOG telt 12 "gewone" leden, d.i. een mogelijkheid van 2 extra mandaten. Alleen België kan extra mandaten toekennen (er zijn geen "verschillende lidstaten"), maar in plaats van de vijf mandaten die voortvloeien uit de toepassing van de voorgaande regels, zullen maar twee mandaten effectief worden toegewezen.

Variante 2**a. Pas de représentation directe ni de double représentation**

- en Belgique, le représentant "ordinaire" au GSN est un représentant du personnel de la coopérative A : la coopérative A "perd donc son droit à un membre supplémentaire : reste pour la Belgique la possibilité d'avoir cinq mandats supplémentaires;

- en France, les coopératives H et I sont représentées par des délégués du secteur : elles n'ont donc pas droit à un mandat supplémentaire. Les coopératives G, J, K et L sont représentées par des délégués issus de filiales et conservent chacune leur droit à un mandat supplémentaire (donc quatre mandats supplémentaires);

- au Royaume-Uni, les coopératives N, O et P sont représentées par un délégué des secteurs, la coopérative R par un délégué du personnel de l'entreprise et les coopératives M et Q par les délégués de filiales : deux mandats supplémentaires devraient donc être attribués au Royaume-Uni.

Au total : onze mandats supplémentaires devraient être accordés.

b. Pas d'augmentation de plus de 20 % du nombre de mandats par rapport au nombre de mandats "ordinaires"

Le GSN compte 12 membres. Deux mandats supplémentaires peuvent être attribués. Ils sont accordés "à des entités juridiques d'Etats membres différents selon l'ordre décroissant du nombre de travailleurs qu'elles emploient".

Soit pour la Belgique :

Coopérative B : 900 travailleurs

Coopérative C : 800 travailleurs

Coopérative D : 600 travailleurs

Coopérative E : 500 travailleurs

Coopérative F : 500 travailleurs

pour la France :

Coopérative G : 10 000 travailleurs

Coopérative J : 7 000 travailleurs

Coopérative K : 6 000 travailleurs

Coopérative L : 5 000 travailleurs

pour le Royaume-Uni :

Coopérative M : 4 000 travailleurs

Coopérative Q : 5 000 travailleurs

Obtiennent donc les mandats supplémentaires, la coopérative G et la coopérative Q.

III. Exemple 3 - Les coopératives A à R fusionnent en une société coopérative européenne et elles sont situées dans dix Etats différents

A. Variante 1.**1. Calcul du nombre de membres "ordinaires" du GSN**

Pays	Nombre travailleurs	Nombre travailleurs	Nombre travailleurs total par pays	% par rapport total travailleurs	Mandats
Belgique	Coopérative A : 120	Coopérative B : 150	270	4,2 % : 1 mandat	
France	Coopérative C : 500	Coopérative D : 600	1.100	17,3 % : 2 mandats	
Allemagne	Coopérative E : 550	Coopérative F : 450	1.000	15,7 % : 2 mandats	
Pays-Bas	-	Coopérative G : 400	400	6,3 % : 1 mandat	
Autriche	Coopérative H : 350	Coopérative I : 400	750	11,8 % : 2 mandats	
Espagne	Coopérative J : 600	Coopérative K : 150	750	11,8 % : 2 mandats	
Italie	Coopérative L : 325	-	325	5,1 % : 1 mandat	
Royaume-Uni	Coopérative M : 100	Coopérative N : 440	540	8,5 % : 1 mandat	
Irlande	Coopérative O : 60	Coopérative P : 540	600	9,4 % : 1 mandat	
Suède	Coopérative Q : 520	Coopérative R : 100	620	9,7 % : 1 mandat	
			6.355		14 mandats

Variant 2.**a. Geen directe vertegenwoordiger of dubbele vertegenwoordiging**

- In België is de "gewone" vertegenwoordiger in de BOG een vertegenwoordiger van het personeel van coöperatie A : coöperatie A "verliest" dus haar recht op een extra lid; België kan bijgevolg vijf extra mandaten hebben.

- In Frankrijk worden de coöperaties H en I vertegenwoordigd door afgevaardigden van de sector : ze hebben dus geen recht op een extra mandaat. De coöperaties G, J, K en L worden vertegenwoordigd door afgevaardigden uit dochterondernemingen en behouden elk hun recht op een extra mandaat (dus vier extra mandaten).

- In het Verenigd Koninkrijk worden de coöperaties N, O en P vertegenwoordigd door een afgevaardigde van de sectoren, coöperatie R door een afgevaardigde van het personeel van de onderneming en coöperaties M en Q door de afgevaardigden van dochterondernemingen : er zouden dus twee extra mandaten moeten worden toegekend aan het Verenigd Koninkrijk.

In totaal zouden elf extra mandaten moeten worden toegewezen.

b. Geen verhoging met meer dan 20 % van het aantal mandaten vergeleken met het aantal "gewone" mandaten"

De BOG telt 12 leden. Er kunnen twee extra mandaten toegewezen worden. Ze worden "aan de juridische lichamen in verschillende lidstaten toegekend in dalende volgorde van het aantal werknemers in die juridische lichamen".

Dat geeft het volgende resultaat :

voor België :

Coöperatie B : 900 werknemers

Coöperatie C : 800 werknemers

Coöperatie D : 600 werknemers

Coöperatie E : 500 werknemers

Coöperatie F : 500 werknemers

voor Frankrijk :

Coöperatie G : 10 000 werknemers

Coöperatie J : 7 000 werknemers

Coöperatie K : 6 000 werknemers

Coöperatie L : 5 000 werknemers

voor het Verenigd Koninkrijk :

Coöperatie M : 4 000 werknemers

Coöperatie Q : 5 000 werknemers

De coöperaties G en Q krijgen dus de extra mandaten.

III. Voorbeeld 3 - De coöperaties A tot R gaan samen in een Europese coöperatieve vennootschap en zijn in tien verschillende lidstaten gelegen

A. Variant 1.**1. Berekening van het aantal "gewone" leden van de BOG**

Land	Aantal werknemers	Aantal werknemers	Totale aantal werknemers per land	% van het totale aantal werknemers	Mandaten
België	Coöperatie A : 120	Coöperatie B : 150	270	4,2 % : 1 mandaat	
Frankrijk	Coöperatie C : 500	Coöperatie D : 600	1.100	17,3 % : 2 mandaten	
Duitsland	Coöperatie E : 550	Coöperatie F : 450	1.000	15,7 % : 2 mandaten	
Nederland	-	Coöperatie G : 400	400	6,3 % : 1 mandaat	
Oostenrijk	Coöperatie H : 350	Coöperatie I : 400	750	11,8 % : 2 mandaten	
Spanje	Coöperatie J : 600	Coöperatie K : 150	750	11,8 % : 2 mandaten	
Italië	Coöperatie L : 325	-	325	5,1 % : 1 mandaat	
Verenigd Koninkrijk	Coöperatie M : 100	Coöperatie N : 440	540	8,5 % : 1 mandaat	
Ierland	Coöperatie O : 60	Coöperatie P : 540	600	9,4 % : 1 mandaat	
Zweden	Coöperatie Q : 520	Coöperatie R : 100	620	9,7 % : 1 mandaat	
			6.355	14 mandaten	

2. Calcul du nombre de mandats supplémentaires

a. Principe - Dans chaque Etat membre : un mandat supplémentaire par entité juridique participante qui cesse d'exister juridiquement

2. Berekening van het aantal extra mandaten

a. Beginsel - In elke lidstaat : een extra mandaat per deelnemend juridisch lichaam dat ophoudt als afzonderlijk juridisch lichaam te bestaan

Belgique :	2 mandats
France :	2 mandats
Allemagne :	2 mandats
Pays-Bas :	1 mandat
Autriche :	2 mandats
Espagne :	2 mandats
Italie :	1 mandat
Royaume-Uni :	2 mandats
Irlande :	2 mandats
Suède :	2 mandats
	18 mandats

België :	2 mandaten
Frankrijk :	2 mandaten
Duitsland :	2 mandaten
Nederland :	1 mandaat
Oostenrijk :	2 mandaten
Spanje :	2 mandaten
Italië :	1 mandaat
Verenigd Koninkrijk :	2 mandaten
Ierland :	2 mandaten
Zweden :	2 mandaten
	18 mandaten

b. Application des règles de non cumul et de réduction

1) Pas de représentation directe ni de double représentation

Dans tous les Etats concernés, les travailleurs des entités juridiques participantes objet de la fusion sont représentés par un délégué des travailleurs d'une filiale. Chacune conserve donc son droit à ses mandats supplémentaires.

2) Pas d'augmentation de plus de 20 % du nombre de mandats par rapport au nombre de mandats "ordinaires"

Le GSN compte 14 membres "ordinaires" : ne peuvent donc être attribuées que 3 mandats supplémentaires.

Les coopératives D (France) et J (Espagne) comptent chacune le plus de travailleurs (600) et obtiennent les deux premiers mandats. Le troisième est attribué à la coopérative E qui occupe 550 travailleurs (Allemagne).

b. Toepassing van de regels inzake niet-cumulatie en vermindering

1) Geen directe vertegenwoordiger of dubbele vertegenwoordiging

In alle betrokken lidstaten worden de werknemers van de deelnemende juridische lichamen die een fusie zijn aangegaan, vertegenwoordigd door een afgevaardigde van de werknemers van een dochteronderneming. Elk deelnemend juridisch lichaam behoudt dus zijn recht op extra mandaten.

2) Geen verhoging met meer dan 20 % van het aantal mandaten vergeleken met het aantal "gewone" mandaten

De BOG telt 14 "gewone" leden : er kunnen dus slechts 3 extra mandaten worden toegewezen.

De coöperaties D (Frankrijk) en J (Spanje) hebben de meeste werknemers (600) en krijgen de eerste twee mandaten. Het derde mandaat wordt toegekend aan coöperatie E (Duitsland) die 550 werknemers tewerkstelt.

B. Variante 2

1. Calcul du nombre de membres "ordinaires" du GSN

Soit l'exemple précédant mais le nombre de travailleurs a été modifié dans les coopératives C et D (France), E et F (Allemagne), J et K (Espagne) et Q et R (Suède).

Pays	Nombre travailleurs	Nombre travailleurs	Nombre travailleurs total par pays	% par rapport total travailleurs	Mandats
Belgique	Coopérative A : 120	Coopérative B : 150	270	4,2 % : 1 mandat	
France	Coopérative C : 550	Coopérative D : 550	1.100	17,3 % : 2 mandats	
Allemagne	Coopérative E : 530	Coopérative F : 470	1.000	15,7 % : 2 mandats	
Pays-Bas	-	Coopérative G : 400	400	6,3 % : 1 mandat	
Autriche	Coopérative H : 350	Coopérative I : 400	750	11,8 % : 2 mandats	
Espagne	Coopérative J : 500	Coopérative K : 250	750	11,8 % : 2 mandats	
Italie	Coopérative L : 325	-	325	5,1 % : 1 mandat	
Royaume-Uni	Coopérative M : 100	Coopérative N : 440	540	8,5 % : 1 mandat	
Irlande	Coopérative O : 60	Coopérative P : 540	600	9,4 % : 1 mandat	
Suède	Coopérative Q : 530	Coopérative R : 90	620	9,7 % : 1 mandat	
			6.355	14 mandats	

B. Variant 2

1. Berekening van het aantal "gewone" leden van de BOG

We gaan uit van het vorige voorbeeld maar wijzigen het aantal werknemers in de coöperaties C en D (Frankrijk), E en F (Duitsland), J en K (Spanje) en Q en R (Zweden).

Land	Aantal werknemers	Aantal werknemers	Totale aantal werknemers per land	% van het totale aantal werknemers	Mandaten
België	Coöperatie A : 120	Coöperatie B : 150	270	4,2 % : 1 mandaat	
Frankrijk	Coöperatie C : 550	Coöperatie D : 550	1.100	17,3 % : 2 mandaten	
Duitsland	Coöperatie E : 530	Coöperatie F : 470	1.000	15,7 % : 2 mandaten	
Nederland	-	Coöperatie G : 400	400	6,3 % : 1 mandaat	
Oostenrijk	Coöperatie H : 350	Coöperatie I : 400	750	11,8 % : 2 mandaten	
Spanje	Coöperatie J : 500	Coöperatie K : 250	750	11,8 % : 2 mandaten	
Italië	Coöperatie L : 325	-	325	5,1 % : 1 mandaat	
Verenigd Koninkrijk	Coöperatie M : 100	Coöperatie N : 440	540	8,5 % : 1 mandaat	
Ierland	Coöperatie O : 60	Coöperatie P : 540	600	9,4 % : 1 mandaat	
Zweden	Coöperatie Q : 530	Coöperatie R : 90	620	9,7 % : 1 mandaat	
			6.355	14 mandaten	

2. Calcul du nombre de mandats supplémentaires

a. Principe - Dans chaque Etat membre : un mandat supplémentaire par entité juridique participante qui cessera d'exister juridiquement

Soit, comme dans la variante 1 : 18 mandats.

b. Application des règles de non cumul et de réduction

1) Pas de représentation directe ni de double représentation

Dans tous les Etats concernés, les travailleurs des entités juridiques participantes objet de la fusion sont représentés par un délégué des travailleurs d'une filiale. Chacune conserve son droit à des mandats supplémentaires.

2) Pas d'augmentation de plus de 20 % du nombre de mandats par rapport au nombre de mandat "ordinaires"

Trois mandats supplémentaires peuvent être attribués :

- les coopératives C et D, toutes deux situées en France, comptent chacune 550 travailleurs : la France devra donc organiser un système pour qu'un seul membre supplémentaire soit désigné (la directive prévoit que les mandats sont attribués à des coopératives d'Etats membres différents);

- la coopérative P, en Irlande, occupe 540 travailleurs et reçoit le deuxième mandat;

- la coopérative E en Allemagne et la coopérative Q en Suède ont chacune 530 travailleurs : ici la directive ne fixe aucune règle permettant de déterminer quelle coopérative recevra le mandat¹.

(¹) On peut éventuellement songer à la coopérative située dans l'Etat membre dans lequel le nombre total de travailleurs occupés est le plus élevé.

2. Berekening van het aantal extra mandaten

a. Beginsel - In elke lidstaat : een extra mandaat per deelnemend juridisch lichaam dat ophoudt als afzonderlijk juridisch lichaam te bestaan

Net als in variant 1 geeft dit als resultaat : 18 mandaten.

b. Toepassing van de regels inzake niet-cumulatie en vermindering

1) Geen directe vertegenwoordiger of dubbele vertegenwoordiging

In alle betrokken lidstaten worden de werknemers van de deelnemende juridische lichamen die een fusie zijn aangegaan, vertegenwoordigd door een afgevaardigde van de werknemers van een dochteronderneming. Elk juridisch lichaam behoudt dus zijn recht op extra mandaten.

2) Geen verhoging met meer dan 20 % van het aantal mandaten vergeleken met het aantal "gewone" mandaten

Er kunnen drie extra mandaten toegewezen worden :

- de coöperaties C en D (beide in Frankrijk) hebben elk 550 werknemers : Frankrijk zal dus een regeling moeten opzetten om één extra mandaat toe te wijzen (de richtlijn bepaalt dat de mandaten aan de coöperaties in verschillende lidstaten worden toegekend);

- coöperatie P (Ierland) stelt 540 werknemers tewerk en krijgt het tweede mandaat;

- de coöperaties E (Duitsland) en Q (Zweden) hebben elk 530 werknemers : de richtlijn stelt hier geen regel vast om te bepalen welke coöperatie het mandaat zal krijgen¹.

(¹) Er kan eventueel gedacht worden aan de coöperatie in de lidstaat waar in totaal de meeste werknemers tewerkgesteld zijn.